



République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

Ministère de la Gouvernance locale, du Développement
et de l'Aménagement du Territoire
(MGLDAT)

PNDL

Programme National de Développement Local
Agence Régionale de Développement de Diourbel

REGION DE DIOURBEL
DEPARTEMENT DE BAMBEY

Plan Départemental de Développement de BAMBEY

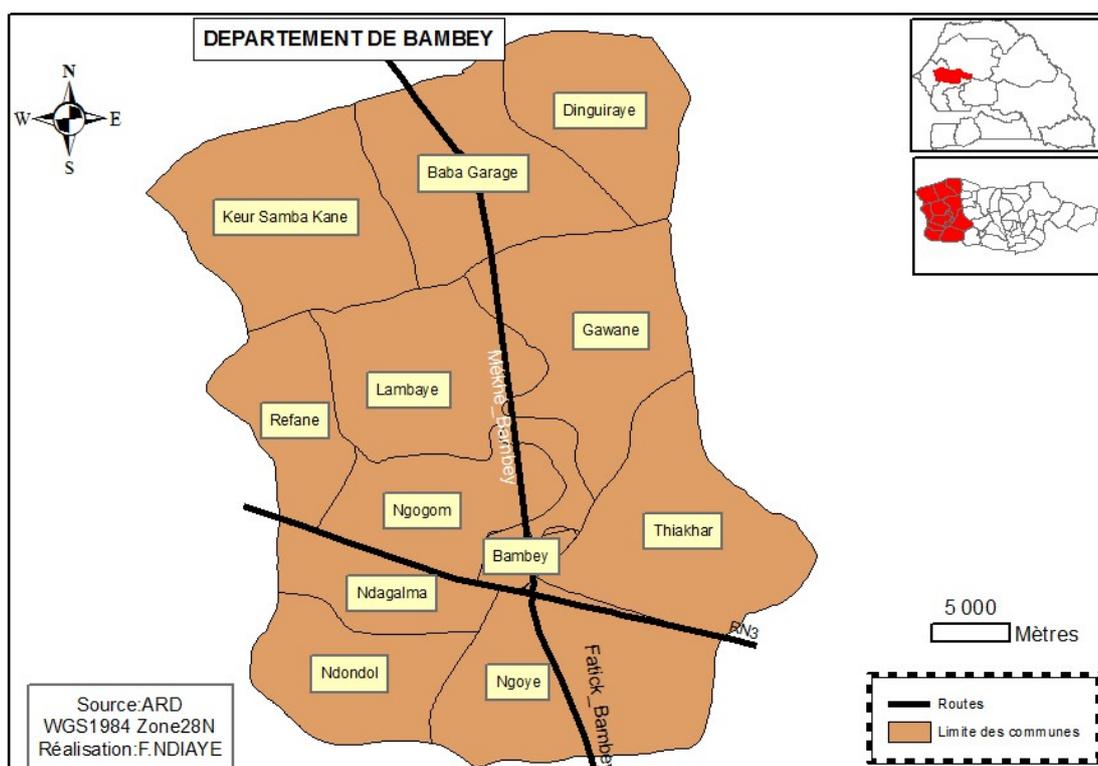


Table des matières

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES FIGURES.....	4
PARTIE 1	6
PARTIE 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION ET METHODOLOGIE	7
1.1. Contexte et justification	7
1.2. Démarche méthodologique	8
PARTIE 2	12
PARTIE 2 : PRESENTATION GENERALE	13
2.1. Administration et géographie	13
2.1.1. Référence juridique de création de la Collectivité locale.....	14
2.1.2. Limites géographiques et superficie.....	14
2.1.3 Population :	14
2.2.1. Le milieu humain	14
2.2.2. Ethnies.....	16
2.2.3 Religion	16
2.3. Cadre physique, hydrographique et climatologique	16
2.3.1. Cadre physique.....	16
PARTIE 3 : BILAN DIAGNOSTIC	17
3.1. PROFIL SOCIAL.....	17
3.1.1. EDUCATION ET FORMATION.....	17
3.1.2. SANTE ET ACTION SOCIALE	25
3.1.3. HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT	27
3.1.4. URBANISME/HABITAT.....	28
3.1.5. SPORTS, JEUNESSE, CULTURE	29
3.1.6. GENRE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	32
3.1.7.....	33
MIGRATION/DEVELOPPEMENT ET PARTENARIAT	33
3.2. PROFIL ECONOMIQUE	34
3.2.1. SECTEURS PRODUCTIFS.....	34
3.2.2. SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION.....	41
3.2.3. LA GOUVERNANCE LOCALE	44
3.2.3.6. Analyse des capacités de la Collectivité locale	48
• Le budget.....	48
3.2.3.7. Mesure de Performance de La Commune.....	50



PARTIE 3	52
PARTIE 4 : PROJECTIONS DE DEVELOPPEMENT	53
4.1. ENJEUX DE DEVELOPPEMENT	53
4.1.1. Vision.....	53
4.1.2. Vision et axes stratégiques articulés au PSE	54
4.1.3. Les Programmes de Développement du Département	55
4.1.4. BUDGET ET NOMBRE DE PROJET PAR PROGRAMME.....	56
4.2. Stratégie de mise en œuvre	56
4.3. Stratégie de suivi évaluation.....	57
ANNEXE : TABLEAU DETAILLE DU PLAN D'INVESTISSEMENT LOCAL BUDGETISE	58

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: circonscription administrative et Communes du Département.....	13
Tableau 2 : répartition de la population par Commune	14
Tableau 3 : indicateurs clés du Préscolaire	17
Tableau 4 : indicateurs clés de l'Elémentaire	18
Tableau 5: répartition des infrastructures du moyen secondaire	18
Tableau 6 : indicateurs du moyen secondaire	20
Tableau 8: les offres de formation de l'UADB	24
Tableau 9: répartition du personnel médical	25
Tableau 10: répartition du personnel communautaire.....	25
Tableau 11: synthèse du diagnostic du sous-secteur de la Santé et de l'action sociale.....	26
Tableau 12: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Hydraulique	28
Tableau 13 : synthèse du diagnostic de l'Urbanisme et de l'Habitat	29
Tableau 15 : situation de l'employabilité des jeunes au sein du DAC de KSK.....	30
Tableau 16 : situation des infrastructures socio-culturelles	30
Tableau 17 : synthèse du diagnostic du sous-secteur des sports, de la Jeunesse et de la Culture	31
Tableau 18: synthèse de diagnostic du sous-secteur Genre et Développement communautaire	32
Tableau 19 : tableau de la pluviométrie entre 2015 et 2016.....	34
Tableau 20: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Agriculture	35
Tableau 21: effectif du cheptel	37
Tableau 22: situation des parcs de vaccination	37
Tableau 23: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'élevage.....	38
Tableau 24: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'environnement et changement climatique, Eaux et forêts	39
Tableau 25: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Artisanat	40
Tableau 26: synthèse du diagnostic du sous-secteur du Commerce	40
Tableau 27: synthèse du diagnostic des voiries, du transport et Désenclavement.....	42
Tableau 28: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Energie.....	43

Tableau 29 : synthèse du diagnostic du sous-secteur des Industries et Mines	44
Tableau 30 : Commissions du Conseil Départemental.....	45
Tableau 31: répartition des Elus selon l'âge.....	46
Tableau 32: répartition des Elus selon le niveau d'instruction	46
Tableau 33: répartition des Elus selon l'appartenance politique.....	46
Tableau 34: niveau d'accès aux commodités	47
Tableau 35: Niveau d'équipement en informatique et en TIC.....	47
Tableau 36: niveau d'équipement en matériel roulant	47
Tableau 37: outils de communication interne	47
Tableau 38: Outils de communication externe	47
Tableau 39: Outils de concertation avec les populations	48
Tableau 40: Outils de présentation	48
Tableau 41: Outils de Planification.....	48
Tableau 42: évolution budgétaire entre 2014 et 2017	49
Tableau 43 : situation de la Coopération	49
Tableau 44: notes de performances.....	50

LISTE DES FIGURES

Figure 1: carte administrative	13
Figure 2 : répartition spatiale de la population.....	15
Figure 3 : carte de répartition des infrastructures du Moyen et du Secondaire	19
Figure 4 : les établissements de l'UADB.....	23
Figure 5 : Voirie intérieure du Département.....	41

Mot du Président du Conseil départemental de Bambey

Ce travail de planification stratégique et opérationnel, une première pour notre cher département depuis la réforme de l'acte 3 de la Décentralisation est toujours un exercice à la fois passionnant, porteur d'espoir, mais aussi d'angoisse. Il nous a permis de disposer d'un document de référence, autrement dit un outil de plaidoyer qui a révélé nos atouts et potentialités, nos faibles et menaces. Pour consolider les acquis et surmonter les barrières, le task force départemental s'appuie sur trois axes stratégiques arrimés au Plan Sénégal Emergent..

Les défis sont, en effet, nombreux. Ils tiennent à la dégradation continue des sols et de la végétation pour un territoire à vocation agricole. Ils relèvent aussi de l'insuffisante diversification de notre économie et de sa faible structuration, visibles dans le faible niveau d'implantation de PME et de PMI sur notre territoire. Aussi, en dépit d'un territoire relativement petit, l'accès équitable aux services socioéconomiques de base continue de se poser dans beaucoup de localités de la région. Enfin, nous n'avons pas encore su créer les équilibres territoriaux internes nécessaires à un développement territorial durable et harmonieux.

Ce sont, entre autres, à ces défis, que ce Plan Départemental de Développement (PDD) entend apporter des réponses à moyen terme. Celles-ci s'appuient sur les atouts du département de Bambey. Nous avons pensé que l'atout premier du département est sa centralité géographique permettant ainsi de rallier des pays limitrophes que la Gambie, la Mauritanie et le Mali.

Notre ambition est de faire de Bambey un maillon incontournable pour l'émergence de la région de Diourbel, à l'horizon 2022. C'est un rêve possible.

Madame Fatou SENE

PARTIE 1

Contexte, Justification et Méthodologie

PARTIE 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION ET METHODOLOGIE



1.1. Contexte et justification

Depuis 1972, le Sénégal s'est engagé dans une politique de décentralisation visant à responsabiliser les populations dans la gestion des affaires locales à travers des assemblées élues articulées autour des collectivités locales.

En 2013, l'acte III de la décentralisation consacre la communalisation intégrale et institue le Plan de Développement Communal (PDC) et le Plan de Développement Départemental (PDD) comme outils de planification des communes et des départements.

Dans le cadre de la mise en œuvre du troisième axe d'intervention du PSE, l'Etat du Sénégal a pris l'option irréversible d'engager une refondation majeure de son action territoriale en procédant à l'Acte III de la Décentralisation qui vise à « *organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable* ». Pour concrétiser cette vision, le cheminement proposé opte pour le renouveau de l'aménagement du territoire adossé à l'option stratégique de territorialisation des politiques publiques. Ces orientations stratégiques préfigurent des changements majeurs en termes de territoires, de dispositifs de gouvernance et de mécanismes de financement.

Dans ce contexte, la révision des cadres de référence du développement des CT selon la version de l'Acte III de la décentralisation, ainsi que l'adaptation des outils d'ingénierie du développement territorial devient une nécessité. A ce titre, le PNDL et ses partenaires se sont engagés, depuis 2014, dans un processus de recherches, dans le cadre d'une plateforme nationale afin de contribuer significativement aux stratégies de développement territorial tout en intégrant les aspects de la double planification et des questions transversales.

L'acte III de la décentralisation a pour objectif général « **d'organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable** ».

Cette volonté s'est traduite à travers la loi N° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code Général des Collectivités Locales (CGCL) qui érige désormais le département en collectivité locale.

Le département a compétence de « **promouvoir le développement économique, éducatif, social, sanitaire, culturel et scientifique, pour réaliser les plans départementaux de développement et organiser l'aménagement du territoire dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des autres collectivités locales** ».

Cette décentralisation a connu un saut qualitatif important depuis 1996 avec le transfert aux collectivités locales d'un premier lot de neuf (9) domaines de compétences dont la planification.

La planification locale pose la nécessité de mieux prendre en charge les besoins des populations des collectivités territoriales et de rendre plus efficace leur contribution

au développement territorial. Son rôle est de prendre en compte des réalités et besoins qui ne peuvent être correctement appréhendés par le niveau national. Elle traduit les aspirations et les besoins des populations tout en prenant en compte les grandes orientations nationales, départementales et sectorielles.

Les dispositions de l'article 314 du **CGCL** stipulent que « **Le département reçoit les compétences suivantes :**

- **L'élaboration et l'exécution du plan départemental de développement (PDD) en articulation avec les stratégies et les politiques nationales ;**
- **La mise en œuvre du contrat plan avec l'État pour la réalisation de projets de développement. »**

Toutefois, il faut noter que le Conseil départemental n'a pas de territoire propre, son espace se superpose à ceux des communes de son ressort. C'est la raison pour laquelle, en matière de planification, le Département est attendu sur le terrain de la satisfaction des besoins des populations à travers des projets structurants.

Pour bâtir un projet de territoire structurant, il faut consulter et mobiliser les différents acteurs et ressources pour non seulement résoudre les problèmes majeurs mais aussi saisir et exploiter les opportunités de développement.

Il est donc impératif pour le département de se doter d'un instrument de définition et de pilotage du développement local, servant de tableau de bord à l'ensemble des intervenants.

1.2. Démarche méthodologique

Sous la conduite d'un Comité Technique Régional, l'élaboration du PDD du département de Bambey s'est déroulée, sous la supervision de l'ARD de Diourbel, en plusieurs phases et étapes itératives, toutes articulées autour du principe de l'approche participative.

Dans cette dynamique, il s'agit de passer à l'échelle pour l'application des nouveaux outils du guide de planification, Grille de Performance, IR2P et EB2C, qui visent à développer un plan intégré de développement durable des communes au Sénégal. Les résultats obtenus par leur administration aideront à élaborer un Plan de Développement Communal et un Plan Départemental de Développement en cadrage avec l'atteinte des objectifs du PSE.

Cette nouvelle approche prônée par le PNDL et ses partenaires, contrairement à celles pratiquées jusqu'ici, nécessite, pour la collecte des données-terrain, de travailler avec des Smartphones équipés de formulaires ODK et d'Application de Géo-référencement. Sa mise en œuvre n'élude pas la question des compléments d'informations à rechercher auprès des Services Techniques et autres Projets ou Programmes impliqués dans le développement de la commune.

Sous l'égide du PNDL, la nouvelle approche de planification repose sur une phase pilote de terrain concernant 42 CL réparties dans les 14 régions (soit 3 CL par régions) et une phase de passage à l'échelle. Elle vise à modéliser une démarche, une méthodologie et des outils d'intervention capables de soutenir un modèle de planification du développement territorial intégrant la localisation des indicateurs nationaux (PSE) à la base ainsi que la maîtrise de l'information territoriale devant faciliter la mise en place d'un système d'informations et d'une base de données multisectorielle géo-référencée des collectivités locales du Sénégal.

En définitive, au cours du processus d'élaboration du PDD, les actions suivantes ont été réalisées :

- L'atelier de cadrage technique et l'harmonisation
- Le montage institutionnel du processus de planification
- Le diagnostic externe : revue documentaire et entretiens exploratoires
- L'atelier de lancement du PDD
- Le diagnostic interne participatif : collectes des données, ateliers participatifs
- L'atelier de planification

1.1.1. Atelier de cadrage technique

L'intérêt se situe dans le partage des points saillants du mandat ainsi que l'adaptation de l'approche méthodologique. Il s'est agi de mettre tous les acteurs impliqués dans la promotion du développement au même niveau d'information sur les objectifs et les outils de la planification participative locale, l'utilité du PDD et la démarche méthodologique qui sera utilisée pour son élaboration.

Elle a réuni les principaux acteurs du processus d'élaboration du PDD, notamment le conseil départemental, l'Agence Régionale de Développement (ARD), des services techniques régionaux. La rencontre a permis de revenir plus en détail sur le contenu du mandat et l'approche méthodologique proposée dans la proposition technique de soumission de ce dernier.

1.1.2. Montage institutionnel du processus de planification

Le processus d'élaboration du PDD s'inspire du décret 96 – 1133 du 27 Décembre 1996, portant transfert de compétences aux collectivités locales en matière de planification, notamment en son article 12 qui stipule que : « Il est créé au niveau de chaque collectivité locale, une commission chargée de préparer le plan de développement de la collectivité concernée en rapport avec l'Agence Régionale de Développement ».

Avant la tenue de l'atelier de lancement et en application de cette disposition, le Président du Conseil Départemental a mis en place une commission élargie de planification chargé de la validation technique des livrables de la mission.

1.1.3. Atelier de lancement

Tenu le 20 Juin 2017 dans la salle des banquets de la Mairie de Bambey, il a permis la sensibilisation des populations sur le processus d'élaboration participative du PDD. Il s'est agi, en réalité, d'une rencontre qui a regroupé tous les acteurs concernés : le Conseil départemental, l'ARD, la presse, les partenaires au développement, les services techniques, les maires et des représentants des principales catégories d'acteurs et d'organisations répertoriées.

L'objectif principal de l'atelier est de mettre à niveau les acteurs sur les principales étapes du processus d'élaboration du PDD. Au terme d'échanges enrichissants conjointement menés par l'ARD, Les membres du CTR, le Conseil départemental, et les populations, l'atelier a permis d'atteindre, entre autres, les résultats suivants :

- 🇨🇦 Le partage de l'approche méthodologique de conduite de la mission ;
- 🇨🇦 Le soutien et l'appui des Services Techniques Régionaux ;

- 🚧 Le recueil des attentes des principaux acteurs ;
- 🚧 L'engagement des populations locales à participer pleinement à tout le processus.



1.1.4. Diagnostic externe

Il a suivi un processus itératif de rencontres de travail avec des personnes ressources, de l'analyse de la documentation disponible et de la mise en cohérence des données collectées. L'analyse documentaire a permis d'avoir une première connaissance du milieu en termes de stock infrastructurel, des contraintes au développement et d'atouts. Les résultats de la revue documentaire ont servi de supports aux entretiens. Les discussions ont servi à faciliter l'élaboration d'un guide d'entretien dont les principaux centres d'intérêt portent sur le fonctionnement du conseil départemental, la situation de l'accessibilité aux services sociaux de base, la configuration actuelle de l'économie locale, les principales contraintes et difficultés ainsi que les défis et enjeux du développement communautaire.

La démarche a été enrichie par l'utilisation d'outils innovants (IR2P, EB2C, grille de mesure de la performance des CL) en direction de la phase opérationnelle suivant une approche relativement innovante de planification.

1.1.5. Mise en cohérence

Cette étape a permis de confronter les données de la revue documentaire avec les résultats des entretiens exploratoires et des outils innovants (IR2P, EB2C). Elle a été surtout mise à profit d'abord pour actualiser certaines données et ensuite pour procéder à un premier niveau de consolidation des enjeux et orientations de développement communautaire. La mise en cohérence des données a débouché sur la finalisation des outils de diagnostic participatif et sur le zonage de la Commune.

1.1.6. Diagnostic interne participatif

Le diagnostic interne participatif (DIP) est fait sous forme d'un atelier participatif. Ainsi, prennent part à l'atelier, les membres du Bureau du Conseil départemental, les Présidents de Commission, les Services techniques déconcentrés, les autorités religieuses, les jeunes et les femmes ainsi que les organisations partenaires invités. L'atelier de diagnostic participatif a été conduit par le Facilitateur et sous la supervision du CTR.

Le DIP a été complété par les données issues des enquêtes avec les Smartphones afin de :

- 🚧 Fournir un inventaire rapide des infrastructures et équipements (situation de référence);
- 🚧 Croiser l'existant avec la norme (nombre d'élèves par salle de classe);
- 🚧 Identifier les besoins (gaps) en partant de la démographie en appliquant les normes et aussi aider les autorités dans la planification pour la réalisation de nouvelles infrastructures
- 🚧 Faciliter la prise de décision pour la planification et le suivi-évaluation des actions de développement.
- 🚧 Utiliser des TIC rendant ainsi plus fiable et disponible en temps réel les données collectées.

1.1.7. Synthèse et mise en cohérence du diagnostic

C'est la dernière étape de la phase de diagnostic. Les données intermédiaires du diagnostic externe ont été naturellement intégrées aux résultats du diagnostic interne participatif. L'objectif est de mettre en cohérence les résultats du diagnostic en termes de dynamique communautaire actuelle, d'atouts et de potentialités, de contraintes, de difficultés spécifiques et les hypothèses de solutions proposées par les populations.

1.1.8. La planification

C'est la première étape de la phase de planification. C'est une étape très importante qui a permis de définir la vision, les axes stratégiques ainsi que les programmes et projets à réaliser. Cette phase est articulée autour des 2 étapes suivantes :

-  La formulation de la vision et la définition des axes stratégiques ;
-  La planification, la programmation et la budgétisation.

1.1.9. La validation, l'adoption et l'approbation

La validation technique du plan de développement territorial est de la responsabilité de la Commission élargie de planification. Le plan validé est soumis à l'instance du Conseil départemental pour adoption. Après son adoption, le plan est transmis au représentant de l'Etat pour approbation. L'approbation du plan constitue l'étape finale de sa validation.

PARTIE 2

Présentation du département de BAMBEY

PARTIE 2 : PRESENTATION GENERALE

2.1. Administration et géographie

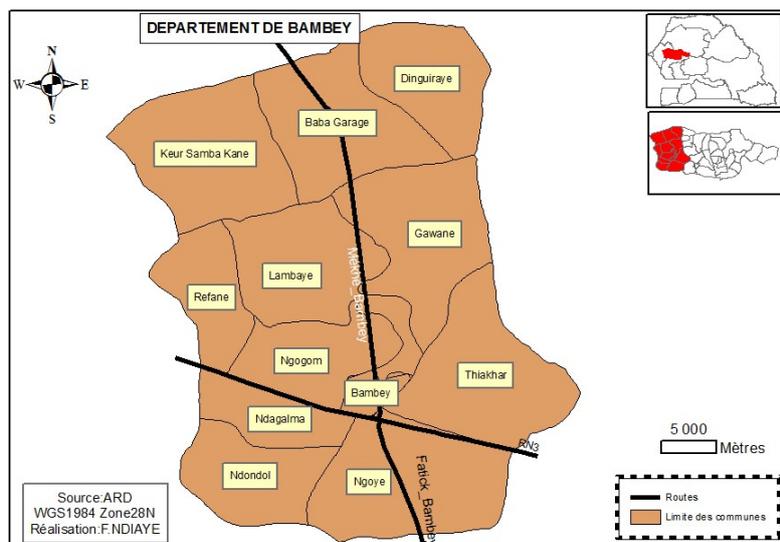


Figure 1: carte administrative

Le Département de Bambey est l'un des trois (03) départements de la région de Diourbel. Il compte trois (03) arrondissements et douze (12) Communes.

Le département de Bambey bénéficie d'un atout stratégique dû à sa position géographique de carrefour qui favorise les échanges avec les départements de Diourbel, Thiès, Tivaouane et Fatick.

Le département de Bambey est situé dans la partie ouest de la région de Diourbel. Il est traversé du Sud au Nord par la route **Fatick-Ngaye Mékhé** et d'Ouest en Est par la route nationale N°3. Il se trouve à 25 km de la capitale régionale Diourbel et à 120 km de Dakar, la capitale du Sénégal. Le département de Bambey couvre une superficie de 1251 km². Selon le recensement de 2013, Sa population était de 299 476 habitants, soit une densité de 239 habitants au km² (ANSD, 2013).

L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) du département se situait en 2010, à 5,2 enfants soit un peu plus de la moyenne nationale (5 enfants). Cet indice assez élevé constitue un fardeau pour cette population aux revenus maigres.

Tableau 1: circonscription administrative et Communes du Département

Département	Arrondissement	Communes
Bambey	Baba Garage	Bambey
		Baba garage
		Dinguiraye
	Lambaye	Keur Samba Kane
		Gawane
		Lambaye
		Ngogom
	Ngoye	Réfane
		Ndangalma
		Ndongol
		Ngoye

2.1.1. Référence juridique de création de la Collectivité locale

C'est la loi 2013-10 du 28 Décembre portant code général des Collectivités locales qui a consacré le département de Bambey comme nouvel ordre de collectivité locale.

2.1.2. Limites géographiques et superficie

Traversé par la RN3, le département de Bambey s'étend sur une superficie de 1251 km² et est limité :

- ✚ Au Nord et à l'Ouest par la région de Thiès ;
- ✚ A l'Est par le Département de Diourbel ;
- ✚ Au Sud par les régions de Thiès et Fatick.

2.1.3 Population :

Le département de Bambey compte une population de 318 303 en 2015 habitants selon les projections de l'ANSD et couvre une superficie de 1251 km², soit une densité 269hbts/km

2.2.1. Le milieu humain

Tableau 2 : répartition de la population par Commune

NOM LOCALITE	2015		
	Hommes	Femmes	Ensemble
REGION DIORBEL	763624	827969	1591593
ZONE URBAINE	122943	133303	256246
ZONE RURALE	640680	694666	1335346
DEPARTEMENT BAMBEY	154701	163602	318303
Commune de BAMBEY	14431	16294	30725
ARRONDISSEMENT BABA GARAGE	23707	23590	47298
CR. BABA GARAGE	8059	8751	16809
CR. DINGUIRAYE	5161	4815	9976
CR. K. SAMBA KANE	10487	10025	20512
ARRONDISSEMENT LAMBAYE	51238	56550	107787
CR. GAWANE	7539	7738	15277
CR. LAMBAYE	13263	16334	29598
CR. N'GOGOM	12813	14252	27065
CR. REFANE	17622	18226	35847
ARRONDISSEMENT NGOYE	65325	67169	132494
CR. DANGALMA	16459	18233	34692
CR. N'DONDOL	13050	12827	25878
CR. N'GOYE	24301	24777	49079
CR. THIAKAR	11516	11331	22846

Source : SRSD, 2017

L'évolution du peuplement du département de Bambey est décrite par les données des trois derniers recensements généraux de la population (1988, 2002 et 2013). Cela a permis de disposer d'informations socio-économiques sur le département.

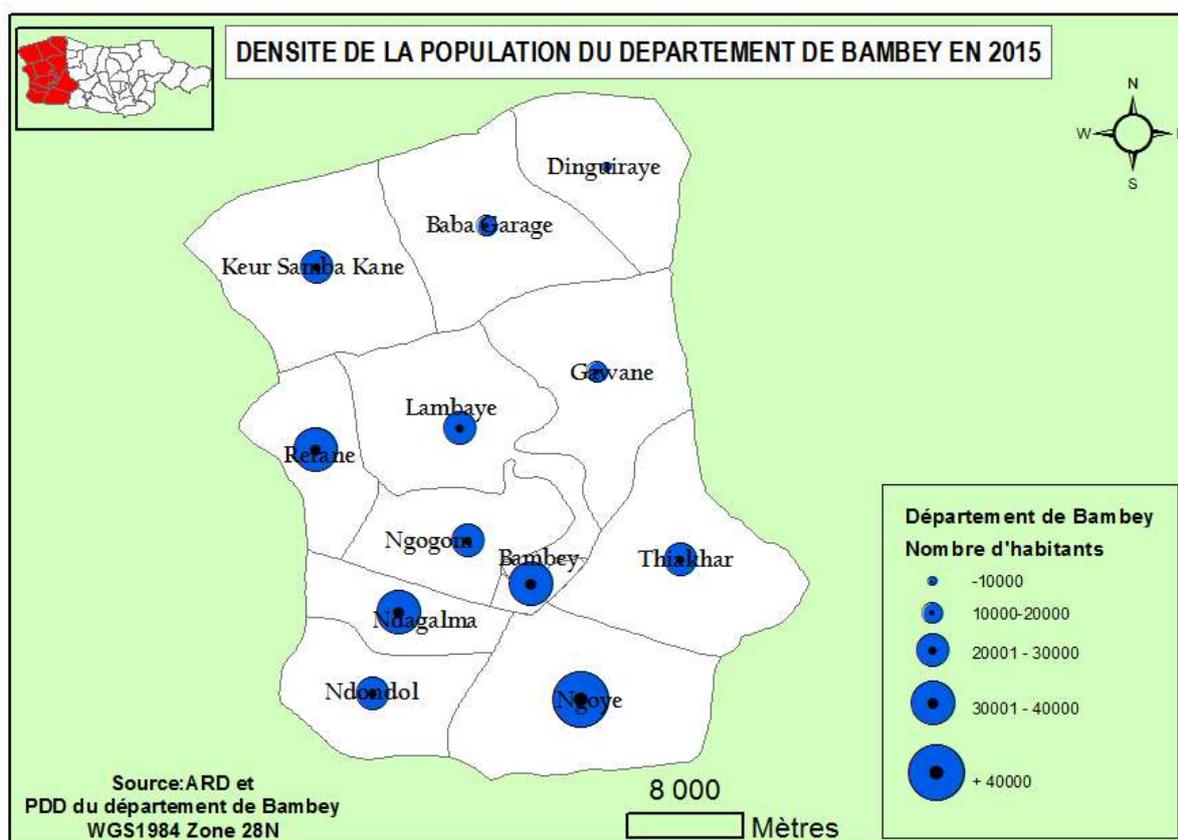
De 156.650 habitants en 1976, la population départementale est passée à 318 303 habitants en 2015 selon les projections de l'ANSD, soit une densité moyenne de 269 habitants au km².

En outre, selon les résultats du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RGPHAE), la population du département de Bambey était de 299 476 habitants avec une légère domination des femmes (51,39%).

La population du département est inégalement répartie sur douze (12) Communes.

En 2015, selon les projections de l'ANSD, L'arrondissement le plus peuplé est celui de Ngoye avec une population de 132 494 habitants, suivi de Lambaye qui compte 107 787 habitants et Baba Garage avec 47 298 habitants. La Commune de Bambey, chef-lieu du département a une population de 30725, soit 9,65% du total départemental. Les trois (03) Communes les plus peuplées sont Ngoye, Réfane et Dangalma avec respectivement 15,41%, 11,26% et 10,86%. Les trois (03) Communes les moins peuplées sont Dinguiraye, Gawane et Baba Garage avec respectivement 3,13%, 4,79% et 5,28%.

Figure 2 : répartition spatiale de la population



2.2.2. Ethnies

La composition de la population du département est un brassage ethnique entre les wolofs, les peuls, les Sérères. L'organisation sociale révèle la richesse de la société sénégalaise. Presque toutes les ethnies du Sénégal y sont représentées et y vivent en harmonie. C'est ainsi qu'on y trouve des Wolofs, hal-pulaar, (Peul, Toucouleur, Laobé...), Sérère_etc_.

2.2.3 Religion

La principale religion pratiquée dans le département est l'Islam avec un taux de plus de 98% de L'ensemble de la population. Cependant, elle compte quelques familles chrétiennes.

2.3. Cadre physique, hydrographique et climatologique

2.3.1. Cadre physique

Le département de Bambey est soumis au climat soudano- sahélien (chaud et sec) avec une saison des pluies qui va généralement de Juillet à Octobre.

Son sol argileux ne favorise pas l'infiltration des eaux de pluie sur plusieurs parties du département, ce qui entraîne une récurrence des inondations avec le retour des précipitations abondantes. La ville de Bambey vit, l'hivernage durant, dans les eaux à cause de son site concave, en forme de cuvette. Ainsi, les plans « Organisation des Secours » (ORSEC) se suivent régulièrement en vue d'apporter des aides ponctuelles.

Toutefois, la station de pompage des eaux construite en 2012 a amoindri les souffrances des populations en matière d'inondation.

Au plan de la pluviométrie, après des années de sécheresse, les pluies sont redevenues plus abondantes — les précipitations moyennes se situant actuellement entre 400 et 500 mm — même si l'hivernage demeure encore tantôt tardive tantôt précoce, et inégalement distribuée sur le territoire régional.

C'est une zone continentale, sans frange maritime, ni cours d'eau pérennes. L'hydrologie de surface est quasi inexistante et les vallées fossiles du Sine et du Car-Car n'arrivent plus à stocker l'eau de pluie.

La végétation y est peu abondante et se présente essentiellement sous forme d'arbres isolés, ou de savane-parc à prédominance d'Acacia albida (Kad), de Balanites aegyptiaca (Soump) ou d'Adansonia digitata (Baobab).

PARTIE 3 : BILAN DIAGNOSTIC

3.1. PROFIL SOCIAL

3.1.1. EDUCATION ET FORMATION

3.1.1.1. Petite enfance

Le Département de BAMBEY compte vingt-huit (28) structures préscolaires. Ce groupe cible du système éducatif accueille les enfants de 03 à 05 ans.

Dans le milieu rural, les structures privées sont quasi inexistantes. En effet, l'essentiel des structures du privé sont concentrées dans la Commune chef-lieu du département et dominant largement le public. En effet, les effectifs du privé doublent quasiment ceux du public. De même, le rapport de masculinité présage d'une nette supériorité des filles sur les garçons.

Pour ce qui concerne le taux de préscolarisation, il s'avère très faible et se chiffre ainsi à hauteur de 13, 63%

Tableau 3 : indicateurs clés du Préscolaire

INDICATEURS	CARACTERISTIQUES	OBSERVATIONS
DIPE	28 CDIPE dont 24 écoles maternelles et 04 cases des Tout-petits	
Population pré-scolarisable	31783	
Population pré-scolarisée	4335	1549 PU 2786 Non PU
Nombre d'élèves filles	2240	874 PU 1366 Non PU
Nombre d'élèves garçons	2095	675 PU 1420 Non PU
Nombre d'établissements franco-arabes	6	0 PU 6 PR
TBPS	13,6%	
Nombre total de salles classes	74	
Nombre total de Tables individuelles	443	
Nombre total de Petites chaises	1675	
Nombre de salles de classes en abris provisoires	0	
Nombre de tables bancs défectueuses		
Ratio enseignant/élèves	36	
Accès aux commodités		

Source : IA DBL 2017

3.1.1.2. Élémentaire

Le département de BAMBEY compte 161 écoles élémentaires. Toutes les Communes abritent au moins une école. Toutefois, sur un nombre total de 352 classes, 26% sont en abris provisoires. Egalement, le niveau de défectuosité des tables atteint un taux de 20%.

Tableau 4 : indicateurs clés de l'Elémentaire

INDICATEURS	CARACTERISTIQUES	OBSERVATIONS
<i>ELEMENTAIRE</i>		
<i>Population scolarisable</i>	58274	
<i>Population scolarisée</i>	46841	41348 PU 5493 PR
<i>Nombre d'élèves filles</i>	23971	21396 PU 2575 PR
<i>Nombre d'élèves garçons</i>	22870	19952 PU 2918 PR
<i>Nombre d'établissements franco-arabes</i>	37	21 PU 16 PR
<i>TBS</i>	80,4%	
<i>Nombre total de salles classes</i>	352	
<i>Nombre total de tables-bancs</i>	19231	
<i>Nombre de salles de classe en abris provisoire</i>	96	
<i>Nombre de tables bancs défectueuses</i>	3928	
<i>Ratio enseignant/ élèves</i>	40	
<i>Accès aux commodités</i>		

Source : IA DBL 2017

3.1.1.3. Moyen secondaire

Le maillage du département de BAMBEY en infrastructures scolaires est relativement paritaire. En effet, il compte 12 collèges d'enseignement et 07 lycées.

Tableau 5: répartition des infrastructures du moyen secondaire

COMMUNE	Nombre de Collèges		Nombre de lycées	
	PUBLIC	PRIVE	PUBLIC	PRIVE
BAMBEY	01	03	01	03
NGOGOM	02	00	01	00
THIAKHAR		00	01	00
DINGUIRAYE	01	00		
KEUR SAMBA KANE	01	00		
LAMBAYE	01	01		
DANGALMA	01	01	01	
NDONDOL	02	02	01	
REFANE	02	01		
BABA GARAGE	01	00		
NGOYE			01	
TOTAUX	12	08	07	

Source IA DBL, 2017

Les statistiques essentielles se présentent comme suit :

- ✓ Le ratio élève par enseignant est de 30.
- ✓ Tous les CEM et lycées disposent de blocs d'hygiène et de point d'eau
- ✓ Sur les 19 CEM et lycées, 02 CEM seulement ne disposent pas de bibliothèque
- ✓ un seul abri provisoire est identifié au niveau du CEM de Bambey
- ✓ les 12 CEM et les 07 lycées sont clôturés
- ✓ sur un nombre total de 5753 tables-bancs, près de 17% sont défectueuses pour le moyen secondaire
- ✓ Aucun des 12 CEM ainsi que les 07 lycées ne disposent de salles en informatique
- ✓ Parmi les 12 CEM, seul le CEM de BAMBEY dispose de bloc scientifique

Figure 3 : carte de répartition des infrastructures du Moyen et du Secondaire

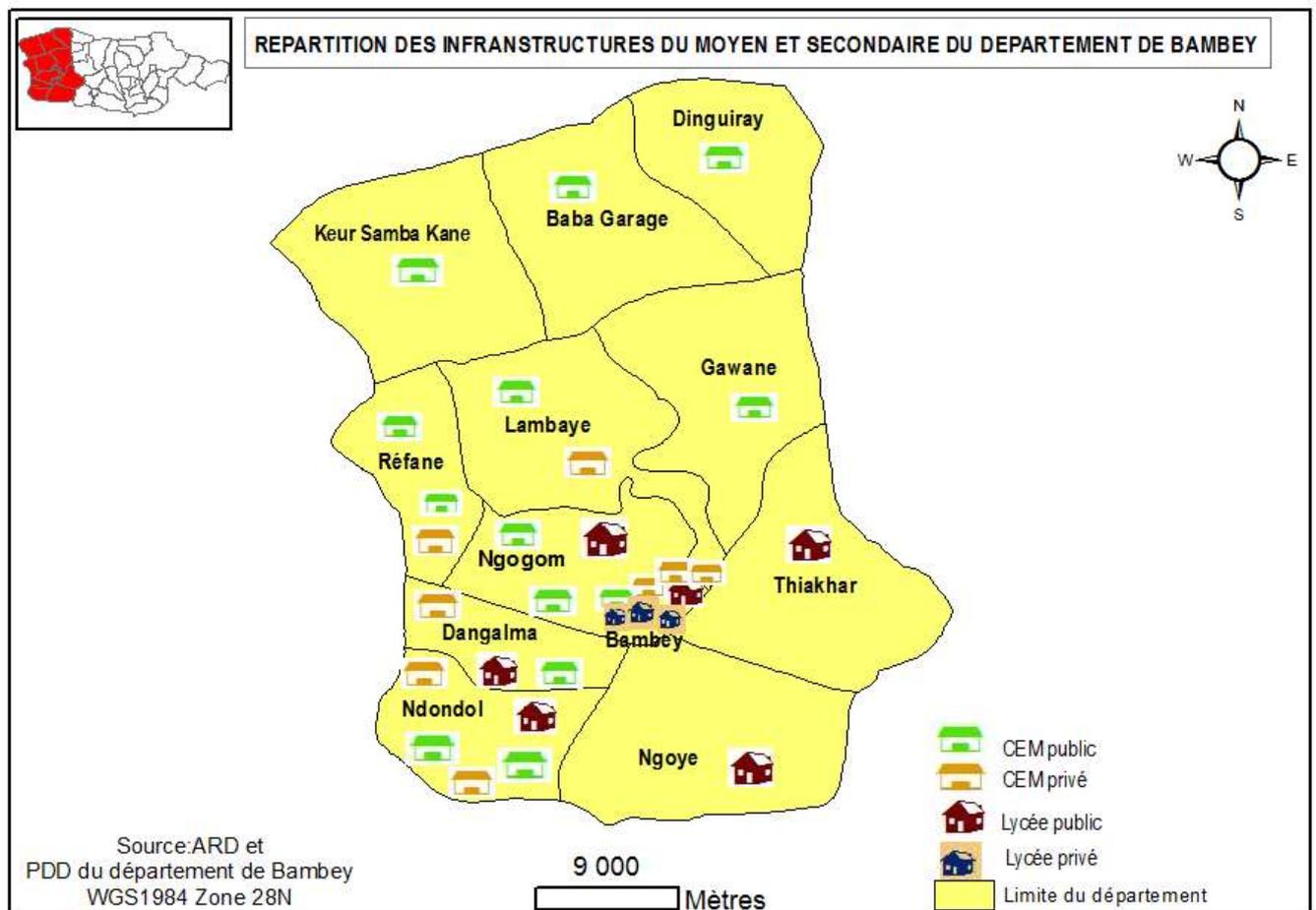


Tableau 6 : indicateurs du moyen secondaire

INDICATEURS	CARACTERISTIQUES	OBSERVATIONS
<i>MOYEN SECONDAIRE</i>		
<i>Population scolarisable</i>	51874	
<i>Population scolarisée</i>	18197	18727 PU 2312 PR
<i>Nombre d'élèves filles</i>	1930	9709 PU 1105 PR
<i>Nombre d'élèves garçons</i>	9127	9018 PU 1207 PR
<i>Nombre d'établissements franco-arabes</i>	0	1 PU 5 PR
<i>TBS</i>	40,56%	
<i>Nombre total de salles de classes</i>	352	
<i>Nombre total de tables-bancs</i>	5753	
<i>Nombre de salles de classes en abris provisoires</i>	01	
<i>Nombre de tables bancs défectueuses</i>	958	
<i>Ratio enseignant/ élèves</i>	30	
<i>Accès aux commodités</i>		

Source IA DBL

Outre les indicateurs issus des données primaires, le diagnostic participatif a permis de collecter d'autres types d'informations non moins importantes relatives au sous-secteur de l'Education

Tableau 7: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Education et de la Formation

PETITE ENFANCE		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de 24 écoles maternelles • 4 Cases des tous petits • Existence d'un collectif des personnels de la petite enfance(CODIPE) 	<ul style="list-style-type: none"> • Déficit de personnel enseignant • Absence de moyen logistique • Absence d'un environnement de travail adéquat pour les enseignants et les élèves 	<ul style="list-style-type: none"> • Recruter du personnel enseignant et de gardien • Doter les écoles d'outils informatiques • Améliorer l'environnement de travail des élèves et des enseignants • Doter les cases des tout-petits et écoles préscolaires d'équipements de jeux
ELEMENTAIRE, MOYEN ET SECONDAIRE		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de 7 lycées, 12 collèges d'enseignement moyen, 161 écoles élémentaire publique, 24 	<ul style="list-style-type: none"> • Déficit de personnel d'enseignant • Présence de classe multigrade et double 	<ul style="list-style-type: none"> • Recruter du personnel enseignant pour éradiquer les classes

<p>écoles préscolaire, 6 écoles privée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • 19 latrines pour les CEM et lycées • 22 points d'eau pour les CEM et lycées • 17 bibliothèques pour les CEM et lycées • 17 Murs de clôture pour les CEM et lycées • Nombre d'enseignants 1046 dont • Préscolaire : 68 enseignants • Programme d'amélioration de l'éducation des filles(PAEF) • Création d'association de mère d'élèves financés par PAEF pour appuyer l'école • Création de collectif des directeurs d'écoles(CODEC) • Création de districts pédagogiques • Programme d'amélioration de la qualité et de l'Equité(PAQUET) 	<p>flux dans tous les districts</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence d'abris provisoires • Absence de points d'eaux et de latrines surtout en zone rurale • Difficiles Conditions de travail des enseignants et des élèves • Absence de sécurité dans les écoles • Déperdition scolaire 	<p>double flux et multigrade</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction de salle de classe en dur • Améliorer l'environnement de travail des élèves et des enseignants par l'installation de latrines et de points d'eaux • Recruter des gardiens pour sécuriser le patrimoine de l'école • Sensibiliser les parents et les élèves sur les mariages précoces et insertion précoce des élèves dans le commerce
EDUCATION ET FORMATION		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une Université • 81 enseignants • Personnel administratif technique et de service : 95 • Etudiants : 3000 • Moyens logistiques : 1 bus pour le personnel et 1 bus pour les enseignants, 4 pick up de liaison, 7 voitures de fonction • Trois sites fonctionnels à Ngoundiane, Bambey et Diourbel et le centre des ressources de Dakar • Taux de réussite des étudiants : 78.36% en 2016 • Enseignants jeunes et très dynamiques • Offre de formation innovante et diversifiée • Formation de cadre moyen et supérieur d'agents opérationnels dans des secteurs bien définis 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de logements d'hébergement des étudiants aussi bien dans le campus social que dans la ville de Bambey • Déficit de structures bancaires de service • Absence de restaurants et de boutiques aux alentours de l'Université • Absence de garage à l'université (voiture clando a la place des charrettes et moto Jakarta) • Absence d'ambulances • Insuffisance du budget de l'université • Absence de structures de stages pour les étudiants • Eloignement des sites 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de pavillons et de maisons de location • Favoriser l'installation des structures bancaires • Développer des fonctions de service autour de l'université • Acquisition d'ambulances • Améliorer le transport des étudiants et des enseignants • Implantation d'un forage dans l'enceinte de l'UADB

- *Promotion de la recherche développement en vue de diversifier le développement endogène et durable*
- *Utilisation des TIC dans le système éducatif et dans l'administration*
- *Ouverture prochain du département de médecine et d'odontologie*
- *Participation aux concours nationaux pour la fonction publique*
- *Recrutement dans le domaine para publique et privé*
- *Marathon Entreprendre Université Communauté(MAENUC)*
- *Organisation de conférence à L'UADB, au Lycée, à la ville de Bambey et a Diourbel*
- *Organisation de conférence internationale exemple (CIMAB) Conférence internationale de Mathématique au Baol*
- *Et (CIRUISEF) Conférence internationale des responsables des universités et instituts scientifiques d'expression française*
- *Existence d'une cellule genre, cellule handicap, cellule dialogue social*
- *Service à la communauté*
- *Participation aux cérémonies religieuses*
- *Appui logistique et maintenance*
- *Formation des cadres locaux (privé, publique et p) et des paysans*
- *Organisation de journées de solidarité (consultation médicale et juridique*
- *Création d'emploi*
- *La vulgarisation scientifique par la création de club de physique, chimie et statistique informatique et décisionnel*

<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un programme d'éveil général aux activités scientifiques à l'école • (PEGASE) • Programme PGF sup(Programme général de financement de l'enseignement supérieur 		
---	--	--

3.1.1.4. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Le département de Bambey a longtemps été considéré comme une capitale à vocation d'accueil de sites d'enseignement supérieur, depuis l'implantation de l'ENCR. C'est un territoire au sein duquel se développe depuis 2006, une offre de systèmes d'enseignement supérieur scientifique, technique professionnel ou théologique avec la présence de l'UADB, de l'ISFAR et de l'UCAB.

Ces entités universitaires accueillent une population d'étudiants et un corps professoral venus de divers endroits du territoire régional, national et même, sous régional et international. Par ailleurs, le département peut être considéré comme un centre de recherche fondamentale ou appliquée avec la présence du CNRA

Revenant sur la particularité de l'Université Alioune DIOP de BAMBEY, il est important de rappeler qu'elle est l'héritière du Centre Universitaire régional (CUR) de Bambey dont la création remonte en 2004.

Depuis 2009, le CUR de Bambey a été transformé en université de plein exercice, suite à la promulgation du décret 2009-1221, portant "création, organisation et fonctionnement de l'Université de Bambey". Dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat de Performance (CDP) avec la Banque mondiale, elle a été classée Université d'Excellence par la Banque Mondiale en 2014.

Figure 4 : les établissements de l'UADB

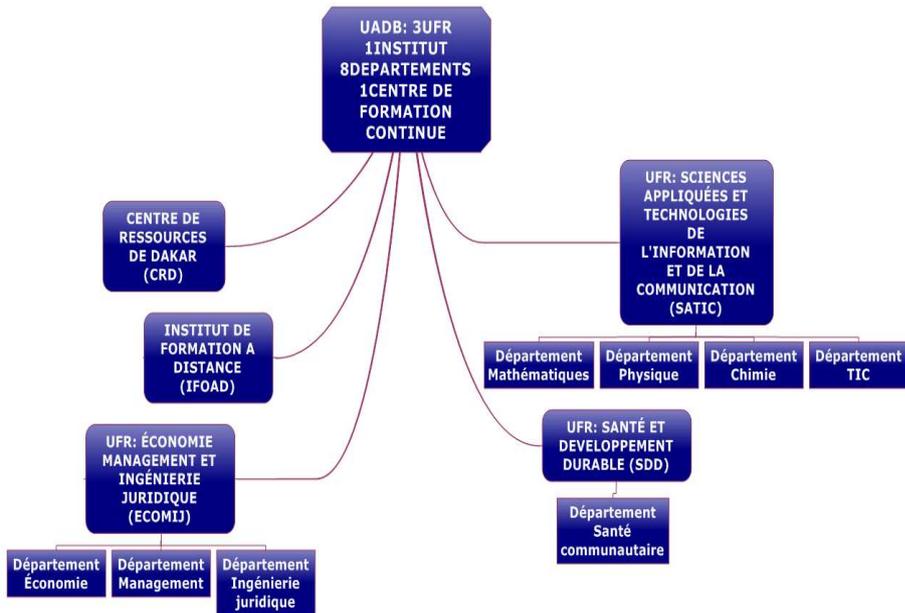


Tableau 8: les offres de formation de l'UADB

N°	Structures	Diplôme	Nom de la formation
1	UFR SATIC	Licence	Développement et Administration d'Application Web (D2AW)
2	UFR SATIC	Licence	Administration et Maintenance de Réseaux Téléinformatiques
3	UFR SATIC	Licence	Création Multimédia
4	UFR SATIC	Licence	Chimie Appliquée
5	UFR SATIC	Licence	Physique et Chimie
6	UFR SATIC	Licence	Mathématique
7	UFR SATIC	Licence	Statistique et Informatique Décisionnelle
8	UFR ECOMIJ	Licence	Économie Appliquée
9	UFR ECOMIJ	Licence	Finance Comptabilité
10	UFR ECOMIJ	Licence	Ingénierie Juridique/ Commerce électronique et Cyber-sécurité
11	UFR ECOMIJ	Licence	Ingénierie Juridique/ Management environnemental et foncier
12	UFR ECOMIJ	Licence	Ingénierie Juridique/ Administration Publique
13	UFR ECOMIJ	Licence	Ingénierie Juridique/ Juriste d'affaires
14	UFR SDD	Licence	Santé Communautaire
15	CRD	Licence	Administration des Organisations
16	CRD	Licence	Management des Achats et des Approvisionnements
17	CRD	Licence	Management des établissements sanitaires et sociaux
18	CRD	Licence	Création Multimédia
1	UFR SATIC	Master	Statistique et Informatique Décisionnelle
2	UFR SATIC	Master	Mathématique
3	UFR SATIC	Master	Interuniversitaire d'Énergies Renouvelables
4	UFR SATIC	Master	Chimie, option chimie physique
5	UFR SATIC	Master	Chimie, option chimie organique
6	UFR SATIC	Master	Chimie, option inorganique
7	UFR SATIC	Master	Systèmes d'Information
8	UFR SATIC	Master	Systèmes Réseaux
9	UFR SATIC	Master	Mathématiques
10	UFR ECOMIJ	Master	Comptabilité Contrôle Audit
11	UFR ECOMIJ	Master	Ingénierie du Développement Territorial
12	UFR ECOMIJ	Master	Finance d'Entreprise et Ingénierie Financière
13	UFR ECOMIJ	Master	Économétrie Appliquée
14	UFR ECOMIJ	Master	Exécutif en Fiscalité
15	UFR SDD	Master	Option Santé Communautaire
16	UFR SDD	Master	Option Alimentation Nutrition
17	UFR SDD	Master	Option Promotion de la Santé
18	UFR SDD	Master	Option Suivi-Évaluation
19	CRD	Master	Management des Organisations, Administration Comptable et Financière
20	CRD	Master	Management de Projets, Gestion Axée sur les Résultats & Pilotage du Changement
21	CRD	Master	Management des Achats et Supply Chain Management
22	CRD	Master	Gestion et Administration des Marchés Publics, des Délégations de Service Publics et des Partenariats Publics Privés (PPP)
23	CRD	Master	Management, Gestion, Contrôle des Services et des Programmes de Santé

24	CRD	Master	Développement Durable et Management Environnemental
25	CRD	Master	Management du développement local et Ingénierie Sociale
26	UFR SATIC & Centre de Ressources Informatiques	Certificat	Informatique I : Bureautique
27	UFR ECOMIJ	Certificat	Marketing Territorial
28	IFOAD	Certificat	Université la Teluq (CANADA)- UADB
29	IFOAD	Certificat	Université la Teluq (CANADA)- UADB

3.1.2. SANTE ET ACTION SOCIALE

Le département de Bambey compte en son sein 01 seul district sanitaire. Il totalise 54 cases de santé, 25 postes de santé, 01 Centre de Santé et 01 Centre de promotion et de réinsertion sociale (CPRS), une Direction de la Médecine et du Travail implantée à l'UADB, une garnison au sein de la Maison d'arrêt et de correction, 2 cabinets paramédicaux, 08 pharmacies et un lieu dépôt de médicaments et 18 ambulances, 07 mutuelles professionnelles et 16 mutuelles de santé de communautaires.

Tableau 9: répartition du personnel médical

Structures/Catégories	Effectif	Observations
MEDECIN D'ETAT	01	Ce corps médical est dédié à l'Université de Bambey
SAGE-FEMMES	32	
AIDE SOCIAL	01	
TECHNICIEN BIOLOGISTE	01	
CHIRUGIEN DENTISTE	01	
02 MEDECINS,	02	
01 CHIRUGIEN DENTISTE,	01	
04 INFIRMIERS	04	
01 SAGE-FEMME	01	
INFIRMIER	01	
INFIRMIER	01	Il s'agit d'un agent dédié au Lycée de Bambey
INFIRMIER	01	Il s'agit d'un agent dédié au CNRA
INFIRMIER	01	Il s'agit d'un agent dédié au Lycée de Bambey
INFIRMIER	01	Il s'agit d'un agent dédié au Cabinet de NDONDOL

Tableau 10: répartition du personnel communautaire

Personnel Communautaire	nombre
MEDECIN COMMUNAUTAIRE	01
ASC	88
MATRONES	75
INFIRMIERS ET ASSIMILES	38
DSDOM	21
CHAUFFEURS	20

Source : DS Bambey, 2017

Outre les indicateurs issus des données primaires, le diagnostic participatif a permis de collecter d'autres types d'informations non moins importantes relatives au sous-secteur de la santé et de l'action sociale

Tableau 11: synthèse du diagnostic du sous-secteur de la Santé et de l'action sociale

SANTE		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de structures sanitaires dans toutes les Communes • Application de la Couverture maladie universelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des postes de santé • Insuffisance de centre de santé secondaire • Déficit du personnel médical paramédical • Sous équipement des structures sanitaires en matériel médical et logistique • Insuffisance d'ambulances • Inexistence d'ambulances médicalisées • Vétusté des infrastructures et équipements • Absence de plateau technique adéquat • Absence de médecins spécialistes • Insuffisance de maternités et de logements pour la sage-femme • Vétusté de certains postes • Manque d'ambulance a l'UADB 	<ul style="list-style-type: none"> • Eriger 3 Cases de santé en poste (La case de Bambey, Ndikalack et Réo Mao • Construction d'un hôpital • Eriger 2 postes en centre de santé secondaire • Relever le plateau technique des structures sanitaires • Recruter du personnel médical et paramédical (médecins généraliste et spécialistes, infirmiers diplômés et sage femmes • Améliorer les infrastructures sanitaires
ACTION SOCIALE		
<ul style="list-style-type: none"> • L'existence d'un Centre National de Réadaptation socio professionnelles des personnes Handicapées de Bambey (CNRSPPHB) et de 2 services sociaux départementaux : SDAS, CPRS, • Mis en Œuvre des filets sociaux : • Programme Nationale de la Réadaptation à base communautaire(PNRBC) • -Appui scolaire • -les projets collectifs pour personnes handicapées • -La formation professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de ressources financières allouées aux filets sociaux • Déficit du renforcement de capacité des bénéficiaires • Déficit de personnel qualifié • Absence de local équipé(CPRS) • Absence de moyens logistiques (véhicules) • Difficulté d'accès des personnes handicapées au CNRSPPHB 	<ul style="list-style-type: none"> • -Augmenter les ressources financières allouées aux filets sociaux • -Initier des séances de renforcement de capacité (Veiller aux mesures d'accompagnement d'ordre financier • Recruter du personnel qualifié • Doter le CPRS d'un local équipé • Doter les services de l'action sociale de

<ul style="list-style-type: none"> • -Appui fractionnelle pour les jeunes filles démunies • -Appareillage orthopédique • Programme Enfance déshéritée(PED) • -Appui au Daara classique et pilote <ul style="list-style-type: none"> - Projet collectif pour les veuves - Formation professionnelles pour enfants orphelins • Renforcement de capacité des associations de personnes handicapées • Carte d'égalité des chances • Programme National des Bourses de Sécurité familiales • Secours aux indigents • -Appui tabaski • -Appui a la prise en charge médical pour les soins couteux 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'accès aux fonds de dotation des collectivités locales au profit des services de l'action sociale • Lenteurs notées dans l'impression des cartes d'égalité des chances 	<p>moyens logistiques (véhicules)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Doter les services de l'action sociale des outils informatiques • Le bitumage du tronçon séparant la route nationale N° 3 et le CNRSPPHB (90 mètres) • Réhabiliter le service de l'action sociale
---	---	---

3.1.3. HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT

Dans le département de BAMBEY, les ressources en eau sont essentiellement souterraines et constituent la source d'approvisionnement des populations et du cheptel. La principale nappe accessible est le Maestrichien, mais celle-ci est sodique et est captée à des profondeurs comprises entre 240 et 350metres. D'autres sources moins profondes existent, mais certaines sont peu étendues (le lutécien, essentiellement accessible dans l'arrondissement de Lambaye), et d'autres ont des teneurs en sel et en fluor très élevé notamment le paléocène.

Sur le registre de l'accès à l'eau potable, il y a une nette amélioration du niveau d'accès car dépassant la barre de 95%. Cette situation est relativement très satisfaisante d'autant qu'elle contribue à la réduction des risques de maladies découlant d'un approvisionnement en eau impropre à la consommation. Il est important de préciser que sur le territoire départemental, la qualité de l'eau constitue un frein à la culture irriguée à l'exception de quelques poches localisées à Baba Garage ainsi qu'à Ngoye. Cela justifie l'enjeu que revêtent l'installation de systèmes d'exhaure et la réalisation d'ouvrages de retenue dans les stratégies d'aménagement et de mise en valeur

Pour ce qui concerne le sous-secteur de l'assainissement, il y a un manque de réalisations d'ouvrages améliorés permettant de prendre en charge correctement les véritables problèmes des ménages. A cet effet, le taux d'accès de 63% ciblé par les OMD n'a pu être atteint en 2015. Ainsi des efforts importants doivent être consentis dans la perspective de la cible de 75,2% des ODD en 2030, en milieu urbain. Cependant, des initiatives sont notées au niveau du chef-lieu du département avec la construction d'une station de pompage des eaux de pluie en d'une capacité de

200L/jour et d'un bassin d'infiltration d'un potentiel de stockage de 1500m³. La station a été construite dans le cadre du programme d'urgence de lutte contre les inondations dans la Commune de Bambey.

Outre les indicateurs issus des données primaires, le diagnostic participatif a permis de collecter d'autres types d'informations non moins importantes relatives au sous-secteur de la santé et de l'hydraulique et de l'assainissement.

Tableau 12: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Hydraulique

HYDRAULIQUE		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de forages dans chaque commune ; • Existence d'une unité de production d'eau potable à Thiakhar ; • 	<ul style="list-style-type: none"> • Non raccordement de certains villages au réseau hydrique ; • Manque d'abreuvement du bétail ; • Forte teneur de l'eau en fluor ; • Inexistence de cours d'eau pérenne (Fleuve, vallée,...). 	<ul style="list-style-type: none"> • Extension du réseau hydrique ; • Construction d'infrastructures d'abreuvement pour le bétail ; • Augmenter le nombre forages ; • Désalinisation de l'eau des forages ; • Revitaliser la vallée de Car Car ; • Exploiter la potentialité des bassins de rétention.
• ASSAINISSEMENT		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un plan d'assainissement dans la commune de Bambey ; • Collaboration entre ONAS et les services du département ; • Existence d'un comité de salubrité dans les toutes les communes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'unités de transformation des déchets (plastics, ordures ménagères...) ; • Manque de sensibilisation de la population sur l'assainissement ; • Insuffisance de moyens et du personnel de service ; • Absence d'un plan d'assainissement dans les autres communes ; • Problèmes dans la collecte des ordures ménagères ; • Inondations dans certains quartiers de Bambey ; • Absence de partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des unités de transformation des déchets ; • Sensibiliser de la population sur l'assainissement ; • Renforcer les services d'assainissement en personnel ; • Meilleures implication de l'Etat et des partenaires ; • Etablir un plan départemental d'assainissement ; • Améliorer le réseau d'évacuation d'eau de pluie ; • Tirage du réseau d'évacuation d'eau de pluie à temps.

3.1.4. URBANISME/HABITAT

Le département de BAMBEY reste toujours caractérisé par une ruralité persistante avec des zones de transition urbain-rural à la périphérie de la Commune de Bambey. A cet effet, la configuration des établissements humains ne présente pas de caractéristiques particulières dans la plupart des terroirs. La construction en paille continue de cohabiter avec les bâtiments en dur mais le rapatriement de l'argent des émigrés bénéficie principalement à l'immobilier et cela modifie progressivement le système d'habitat rural.

Il est important de signaler que l'étalement urbain de la Commune de Bambey s'est accéléré et les limites sont atteintes sur tous les côtés. Ce qui engendre constamment des conflits territoriaux avec les Communes voisines à savoir Ngogom, Thiakhar, Dangalma et Ngoye. Pourtant, c'est un contexte où l'acte III de la décentralisation, en instituant la communalisation intégrale n'a pas encore réglé les questions lancinantes liées à la cohérence territoriale et au statut foncier

Outre les indicateurs issus des données primaires, le diagnostic participatif a permis de collecter d'autres types d'informations non moins importantes relatives au sous-secteur de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Tableau 13 : synthèse du diagnostic de l'Urbanisme et de l'Habitat

URBANISME ET HABITAT		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence Plan Directeur d'Urbanisme de Bambey ; • Existence d'une urbanisation galopante dans le département ; • Existence d'espaces d'habitation dans certaines communes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes de limite de la ville de Bambey ; • Absence de viabilisation dans les quartiers périphériques ; • Manque de personnel qualifié. 	<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer le décret de l'extension du périmètre communal de Bambey ; • Viabiliser les quartiers périphériques ; • Renforcement de capacité et formation du personnel.

3.1.5. SPORTS, JEUNESSE, CULTURE

3.1.5.1. SPORTS

La population du Département est dans sa grande majorité composée de jeunes de moins de vingt (20) ans. L'existence d'infrastructures sportives permet la pratique de plusieurs disciplines : football, athlétisme, basket ball, lutte, hand ball, arts martiaux, etc.

Le football occupe ainsi une place prépondérante en ce que la plupart des pratiquants s'adonnent aux activités de navétanes.

Toutefois, il est constaté que les moyens financiers consentis dans la réalisation et l'entretien des infrastructures contrastent avec les besoins d'une population majoritairement jeune. A cela s'ajoute, le dénuement des zones en infrastructures et équipement qui se résument principalement à des terrains vagues.

Un des enjeux du développement du Département sera la capacité à retenir cette jeunesse et promouvoir son épanouissement dans un cadre attrayant dans lequel elle pourra exprimer tout son dynamisme physique et intellectuelle.

3.1.5.2. JEUNESSE

Le Département de Bambey compte un CDEPS et des foyers de Jeunes qui ne sont pas toutes fonctionnels.

Les structures de jeunesse sont essentiellement constituées des Conseils de la Jeunesse (CDJ, CCJ) ainsi que d'autres structures associatives à vocation sociale ou humanitaire.

Sur le plan de l'employabilité, la RAC de 2017 a révélé que dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, les emplois créés par le DAC de KSK, avec la mobilisation de 2029 jeunes formés dans divers domaines relatifs à la gestion, peuvent être comptabilisés, au profit de ce secteur.

L'intégration de la dimension genre n'a pas été négligée comme l'indique le tableau ci-après :

Tableau 14 : situation de l'employabilité des jeunes au sein du DAC de KSK

GEA	Nombre	SOCIETAIRES	INCUBES
GEA d'hommes	22	190	485
GEA de femmes	35	412	431
GEA mixtes	32	292	519
Total	89	894	1135

Source RAC 2017

3.1.5.3. CULTURE

Le département de Bambey jouit d'un patrimoine culturel important. Son statut de pôle universitaire et de recherche a fait de sorte qu'on puisse retrouver plusieurs ethnies même si la population est en majorité composée de wolofs et de sérères.

La religion dominante est l'islam. Le reste de la population pratique le christianisme. Au plan historique, le département est marqué par de grandes figures dont la famille maraboutique de Mame Cheikh Anta Mbacké Gawane, la famille tidianite de Serigne Gadiaga ainsi que l'illustre historien Cheikh Anta DIOP dont le mausolée se trouve à Thieytou, sis dans la Commune de Dinguiraye.

Au plan infrastructurel, le département de Bambey compte un théâtre de verdure, 02 bibliothèques publiques et 12 sites historiques recensés, 02 radios d'informations générales et une radio Communautaire.

Malgré la place qu'occupe ce secteur, en tant que levier de la mise en œuvre de l'axe 1 du PSE, les réalisations notées sont en deçà de la volonté de valorisation des potentialités ; la stimulation des talents et la créativité des artistes.

Pour ce qui du registre des manifestations culturelles, elles sont relativement nombreuses mais les plus remarquables sont :

- ✓ le Gamou de Réfane,
- ✓ le Magal de Lambaye,
- ✓ la commémoration de la disparition de Cheikh Anta DIOP

Par rapport aux sites historiques classés, il s'agit de :

- ✓ Le Mausolée du professeur Cheikh Anta DIOP à Thieytou dans la CR
- ✓ Tène-Mbambey, champ de bataille à Mbambey Sérère
- ✓ Le Champ de bataille de Ndiarème, près de Sindiane, Ngoye
- ✓ Gouye Ndeen
- ✓ Tumulus de Lambaye & Pouniar (Lambaye), Gallo Peye & Peul Lamassas (Ndangalma)

Tableau 15 : situation des infrastructures socio-culturelles

Infrastructures	Bambey
Centre Culturel	-
Salles des fêtes/Théâtre verdure	1
Bibliothèque publique	2

Outre les indicateurs issus des données primaires, le diagnostic participatif a permis de collecter d'autres types d'informations non moins importantes relatives au sous-secteur des sports, de la Jeunesse et de la Culture.

Tableau 16 : synthèse du diagnostic du sous-secteur des sports, de la Jeunesse et de la Culture

SPORTS		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un service départemental des sports • Pratique des activités sportives a l'UADB : <i>Athlétisme, pétanque, lutte, football, basketball, handball, volleyball, karaté, taykwando, hambudo, viet-vo-daw, kung-fu et scrabble</i> • Existence de 16 zones et d'un ODCAV • Pratique du sport scolaire a l'élémentaire et au moyen secondaire • Existence d'installation sportive dans certains lycées et collèges • Existence d'un terrain omnisport 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de terrain de sport répondant aux normes surtout en zone rurale • Absence de mur de clôture de certains terrains surtout en milieu rurale • Absence de stades ruraux • Terrain handisport du CNRSPPHB impraticable 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire des terrains répondant aux normes • Clôturer les terrains surtout en zone rurale • Terminer les travaux du terrain handisport et l'équiper
JEUNESSE		
<p>Existence d'un Service départemental de la Jeunesse</p> <p>Existence d'un Conseil Départemental de la Jeunesse, 3 Conseils d'Arrondissement de Jeunesse et 12 Conseils Communaux de la Jeunesse</p> <p>Existence de 5 jeunes Disponibilités des jeunes (ressources humaines)</p> <p>Participation active des jeunes aux niveaux des différentes instances de décision</p>	<p>Vétusté du service départemental de la jeunesse</p> <p>Absence de sièges fonctionnels équipés pour les structures des jeunes</p> <p>Manque de formation et Inadéquation entre la formation et l'emploi proposé aux jeunes</p> <p>Absence de centre Ado et d'Espace jeunes</p> <p>On responsabilité des jeunes dans les instances de décision</p> <p>Un taux de chômage élevé</p> <p>La déperdition des scolaires</p> <p>Le mariage précoce</p>	<p>Réhabiliter le service départemental de la jeunesse</p> <p>Construction de sièges équipés pour les structures des jeunes</p> <p>Construction d'un Centre Ado et d'un Espace jeune</p> <p>Formation des jeunes</p> <p>Octroi des bourses d'étude pour fixer les jeunes à l'école</p> <p>Initier des rencontres de sensibilisation sur la pandémie du sida</p> <p>Faciliter l'accès aux fonds de dotation des collectivités locales alloués aux jeunes</p> <p>Financement de projets des jeunes pour favoriser l'auto emploi</p>

	La propagation de la pandémie du VIH sida chez les jeunes Difficulté d'accès aux fonds de dotation des collectivités locales au profit des jeunes Absence de finance de projets pour les jeunes	
CULTURE		
Existence de sites historiques Existence de troupes théâtrales	Absence d'infrastructures culturelles	Doter Bambeey d'infrastructures culturelles Revaloriser le patrimoine culturel

3.1.6. GENRE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Dans le domaine de l'allègement des travaux de la femme, le Programme d'équipement en matériel post récolte aux femmes, a livré 517 équipements post récoltes, avec 12 unités à Bambeey

Outre les indicateurs issus des données primaires, le diagnostic participatif a permis de collecter d'autres types d'informations non moins importantes relatives au sous-secteur Genre et développement Communautaire

Tableau 17: synthèse de diagnostic du sous-secteur Genre et Développement communautaire

GENRE		
<ul style="list-style-type: none"> • Conseil départemental paritaire • Existence de structures de protection et de réinsertion (AEMO) • Présence d'un SDDC et SDAS • <i>Présence d'une SCOFI</i> • <i>Institutionnalisation d'un Bureau GENRE dans la</i> • <i>Présence de 03 CADL</i> • <i>Présence 'un CPRS</i> • <i>Présence d'un centre national de réinsertion</i> • <i>Cellules locales du COSEF, FAFS AFAO CCF, etc.</i> • <i>Présence de mouvements associatifs</i> • <i>Existence d'initiatives pour les personnes âgées (projet PAPA)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • Bureau départemental non paritaire • Cf. MPCL • Pesanteurs sociologiques (préjugés hérités de la culture) • Violences faites aux filles (viol, etc) • Pire forme de travail des enfants (conduite de jakarta, conduite de charrette, etc.) • Politisation des structures de femme • Mariages précoces • Taux d'analphabétisme assez élevé • Faible accès au foncier • Méconnaissance des droits civiques surtout chez les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser le portage des initiatives de genre • Capaciter le CD à porter le plaidoyer des femmes • Mettre en place des points focaux GENRE au niveau de chaque CL • Prise en compte de la dimension genre dans les constructions (rampe, etc)

	<ul style="list-style-type: none"> Sous-exploitation du Centre des handicapés (insuffisance de personnel, insuffisance de moyens financiers, sécurité) 	
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE		
<ul style="list-style-type: none"> Présence 168 GPF fédérés (50 membres par GPF) Existence de 05 cases dont 02 fonctionnelles Acquisition de matériels d'allègement des travaux des femmes (07 moulins, Appui du PUDC en matériels* 13 Comités de gestion bénéficiaires de matériels d'allègement 	<ul style="list-style-type: none"> Faible accès au financement des femmes Insuffisance des matériels d'allègement des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> renforcer de matériels d'allègement mettre en place des systèmes de crédit adaptés aux besoins des femmes

3.1.7.

MIGRATION/DEVELOPPEMENT ET PARTENARIAT

La migration occupe une place importante dans l'échiquier du Département au vu du potentiel des envois générés par les émigrés ressortissants. En effet, l'identité territoriale est marquée par la culture entrepreneuriale du baol-baol. Le Département de Bambey se caractérise par une diaspora importante aussi bien dans le Sénégal, que dans la sous-région et dans l'international. Il s'agit d'une diaspora issue principalement du milieu rural.

Toutefois, il est constaté que l'essentiel des envois ne profite pas au développement du terroir départemental car ne sont pas orientés vers des investissements durables productifs porteurs. Cela a motivé l'instigation d'un projet logé à l'ARD en 2014, connu sous l'appellation de JAPPANDO "Linkings migrants, locals authorities", pour accompagner les initiatives des migrants même si ses interventions dans le Département sont relativement faibles.

Outre les indicateurs issus des données primaires, le diagnostic participatif a permis de collecter d'autres types d'informations non moins importantes relatives au sous-secteur Genre et Développement communautaire.

MIGRATION		
<ul style="list-style-type: none"> Dynamisme entrepreneurial Transfert financier important Présence de forte communauté d'émigrés (migration interne) particulièrement 	<ul style="list-style-type: none"> Migration définitive vers des villes centrifuges comme Touba Mauvaises conditions de vie des ménagères (migration interne) Forte déperdition scolaire du à l'attrait de 	<ul style="list-style-type: none"> Rendre attractif les initiatives de projets et programmes à l'image du DAC de KSK Assurer le suivi des engagements du projet JAPPANDO

<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un système solidaire de migration • Existence d'une communauté relativement moyenne l'étranger • Acquisition et gestion de matériel roulant <i>grâce</i> à l'appui des migrants à BAMBEY SERERE (système de solidarité, financement des cérémonies religieuses) 	<ul style="list-style-type: none"> • l'émigration (Lambaye, THIAKHAR) • Emigration clandestine • Le caractère secret de la migration • Le manque de suivi des engagements du projet JAPPANDO (désignation point focal, etc.) • Déficit de l'information statistique • Insuffisance de suivi des migrants rapatriés • Faible intervention du JAPPANDO et du BAOS • Déficit de formalisation des migrants 	<ul style="list-style-type: none"> • Finaliser le processus de désignation des points focaux et renforcer leurs capacités • Préparer et sensibiliser les migrants dans la sensibilisation • Mettre en place des unités agro-industrielles
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de partenaires • Partenariat avec la région Nouvelle Aquitaine • 	<ul style="list-style-type: none"> • Déficit de partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Fédérer les partenariats locaux en vu des projets structurants

3.2. PROFIL ECONOMIQUE

3.2.1. SECTEURS PRODUCTIFS

3.2.1.1. Agriculture

L'Agriculture, dans le département de Bambey, se caractérise par une forte dépendance à la pluviométrie. Les spéculations principales sont l'arachide, le mil et le niébé.

D'autres productions agricoles sont à des niveaux très faibles et dispersées dans les zones de Ngoye et Baba Garage, où les conditions pédologiques et hydriques offrent quelques possibilités pour le maraichage.

Avec la pression démographique, l'abandon de la jachère et l'insuffisance, voire l'absence de fertilisation des terres, les sols deviennent de plus en plus pauvres et sont très vulnérables à l'érosion du fait de la destruction du couvert végétal.

Les acteurs qui interviennent dans le secteur de l'agriculture sont dimension nationale ou régionale. Il s'agit de l'URCAD, CNIA, CRCR, FEGPAB, etc. Ce sont des entités qui jouent un rôle déterminant dans l'organisation des filières arachidière et céréalière depuis. Le secteur agricole est soutenu par des structures telles que la DRDR, l'ANCAR, le PAFA,

Tableau 18 : tableau de la pluviométrie entre 2015 et 2016

POSTES	Cumul 2016		Cumul 2015		Ecart 2016-2015	
	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ	H (mm)	NJ

Département BAMBEY						
<i>Bambey</i>	379,7	25	509	34	-129,3	-9
<i>Baba Garage</i>	491,8	20	477,9	26	13,9	-6
<i>Lambaye</i>	424,6	26	591	31	-166,4	-5
<i>Ngoye</i>	473,8	22	498,1	33	-24,3	-11
<i>CNRA</i>	352,3	27	651,7	35	-299,4	-8
<i>Ndondol</i>	492,5	21	603,2	30	-110,7	-9
<i>Keur Samba Kane</i>	450,1	21	460,7	22	-10,6	-1
<i>Réfane</i>	528	19	531	29	-3	-10
<i>Gawane</i>	430	21	523,2	23	-93,2	-2

Source : DRDR DIOURBEL, 2017

Entre 2015 et 2016, Seul le poste de Baba Garage a connu un excédent relativement faible de 13,9mm et un nombre de jour de moins de -6. Par contre, tous les autres poste du Département ont enregistré un déficit pluviométrique particulièrement le poste du chef-lieu de département qui affiche un déficit de -129,3 mm

Pour ce qui concerne les productions enregistrées, s'agissant de la culture du mil, une évolution a été notée entre 2014 et 2016 avec des productions respectives de 16 080 et 27 954 tonnes. Il faut noter aussi la production importante de mil en 2015 qui était de **38 339** tonnes. En toute logique, La production céréalière a suivi la même évolution que les rendements, avec d'abord une baisse entre 2013 et 2014, avant d'augmenter en 2015 et baisser entre en 2016. Cependant, avec la baisse notée dans la production céréalière, le taux de couverture des besoins alimentaires s'est détérioré comparativement à celui de 2015 qui était de **73,066%** et insuffisant.

En ce qui concerne la production arachidière, elle est dans une dynamique de hausse entre 2014 et 2016, en passant de **12 500** tonnes à **13 186** tonnes. En 2015, on note une production plus importante **22 339** tonnes expliquée par la bonne répartition de la pluviométrie dans cette année. Mais les nombreuses difficultés liées à la commercialisation limitent les possibilités des agriculteurs.

Pour ce qui est de la production de légumes dans le Département, malgré le suivi technique, les statistiques ne sont pas disponibles en l'absence d'une enquête maraîchère annuelle à l'image des cultures hivernales comme le manioc, la pastèque, les céréales, l'arachide ; etc.

Par ailleurs, pour la question du financement du secteur agricole, une prévision budgétaire a été évaluée en 2015 à 8 403 033 FCFA. Cependant, aucune réalisation n'a été enregistrée à cet effet.

Tableau 19: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Agriculture

AGRICULTURE		
-existence terres arables -écoulement facile de la production	-quantité de semence certifiée faible -mauvaise qualité des semences	-impliquer d'avantage dans la production de

<ul style="list-style-type: none"> -semence niébé très disponible -subvention des semences -pluviométrie acceptable -disponibilité des matériels agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> -retard sur la mise en place des semences -quantité très faibles des engrais -retard sur la mise en place des engrais -matériels agricoles chers malgré la subvention -faible disponibilité des terres - absence totale de terre pour les femmes -faible équipement pour le maraîchage -dégradation des terres - Le manque de semence et les coûts des intrants vendus aux paysans durant les moments de soudure (aux mois de juin- juillet) ; - L'utilisation d'un matériel agricole vétuste qui ne permet pas d'augmenter la production ; Le déficit pluviométrique (une moyenne de 300 mm/an en 2014 contre une norme de 500 à 600mm / an) ; - Pauvreté des sols consécutive à la forte pression des paysans sur les terres qui ne peuvent être mises en jachère du fait de l'insuffisance des terres cultivables par rapport à la population paysanne. 	<ul style="list-style-type: none"> semences de qualité les structures comme ISRA, ANCAR et la DRDR qui assure leur contrôle en rapport avec les multiplicateurs de semences.... -disponibilité des engrais à temps et en quantité -baisse des prix pour les matériels agricoles -formation des agriculteurs dans le financement avec les banques -diminuer les taux d'intérêt des prêts -appliquer des pratiques de restauration des terres
--	--	--

Domaine Agricole Communautaire (DAC) de Keur Samba Kane (KSK)

La RAC de de 2017 a révélé que suivant une double démarche de création de pôles de compétitivités économiques et d'aménagement du territoire, le Domaine agricole communautaire est une réponse appropriée à la problématique de l'emploi en milieu rural, en particulier, celui des jeunes. C'est ainsi que 2 029 jeunes (894 sociétaires et 1 135 incubés) sont mobilisés dans 89 groupements d'entrepreneurs agricoles (GEA).

Pour la campagne 2016-2017, les productions attendues sont de 56 105 kg, 3 762 kg et 54 tonnes respectivement pour l'arachide, le niébé et le mil. Au sein du DAC, les GEA ont été appuyés en engrais et semences avec les gros producteurs subventionnés à 50% et les producteurs individuels membres de GEA à 60%.

L'engrais distribué est composé comme suit, 20600 kg pour le 6-20-10, 17350 kg pour le 15-10-10 et 6750 kg pour l'urée 46%. A côté de ces appuis, un ensemble de matériel est disponible au niveau du DAC (tracteurs, pulvérisateurs, bâches, fertilisants, semoirs, etc).

Quant aux revenus attendus, ils sont estimés à 999 130 F CFA pour le niébé (prix estimé de 310 Frs le Kg) et 117 812 050 Frs pour l'arachide (prix planché de 210 Frs fixé par l'Etat). Les superficies emblavées sont de 63,44 ha pour l'arachide (avec 44

GEA actifs), 22,65 ha pour le niébé (avec 30 GEA actifs) et 54 ha pour le mil (avec 30 GEA actifs).

3.2.1.2. Elevage

A l'instar de l'agriculture, l'élevage occupe aussi une grande place dans l'économie départementale. D'ailleurs, la plupart des agriculteurs le pratiquent comme activité secondaire. Un élevage de type nouveau tourné vers de cycles de production courts (embouche bovine et ovine) se développe de plus en plus. L'élevage demeure ainsi une fonction économique secondaire, par rapport à l'activité agricole.

L'élevage se caractérise par deux principaux systèmes : l'élevage pastoral qui se distingue par la prépondérance de pratiques traditionnelles et l'élevage sédentaire autour du terroir villageois.

Toutefois, le développement de la filière pastorale bute sur la réduction des ressources végétales disponibles pour l'alimentation du bétail. Le territoire départemental de Bambey à l'instar de Mbacké et Diourbel n'a pas encore valorisé les énormes possibilités du développement des filières viandes, cuirs et peaux que lui procurent les nombreux événements religieux qui s'y déroulent ainsi que la présence d'une Université.

Tableau des effectifs du cheptel

Tableau 20: effectif du cheptel

BOVINS	OVINS	CAPRINS	PORCINS	ASINS	VOLAILLE
46612	103659	93151	2573	14939	885 197

Source : SDEL Bambey, 2017

Production de viande

En 2015, conformément au nombre d'espèces abattues et contrôlées le poids total de bétail correspond à un poids total de 116850 tonnes de viandes et abats.

Pour ce qui concerne la production d'œufs de consommation, aucune unité industrielle n'est présente dans le département de Bambey. Toutefois, la production dans les unités traditionnelles est informelles est de mise mais les statistiques sont mal maîtrisées.

Aussi, concernant la production du lait, des progrès importants sont notés avec les initiatives en matière d'insémination artificielle/ Cependant, elle se heurte parfois à des obstacles culturels.

Parcs de vaccination

Tableau 21: situation des parcs de vaccination

LOCALITE	NOMBRE	ETAT FONCTIONNAITE	DE
----------	--------	-----------------------	----

ARRONDISSEMENT BABA GARA	04	<ul style="list-style-type: none"> • 04 Défectueux
ARRONDISSEMENT LAMBAYE	05	<ul style="list-style-type: none"> • 02 Fonctionnels dont 01 Privé • 02 Défectueux
ARRONDISSEMENT NGOYE	10	<ul style="list-style-type: none"> • 07 défectueux • 02 Mauvais emplacement et défectueux • 01 en bon état

Tableau 22: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'élevage

ELEVAGE		
<ul style="list-style-type: none"> -élevage très développé dans le département -marchés du bétail très développés et actifs -existence de service public d'élevage -disponibilité des agents publics et privés -éleveurs expérimentés -existence d'école de formation 	<ul style="list-style-type: none"> -vol de bétails -absence de parcours de bétails -parcs défectueux -nombre d'abreuvoir limité -pâturage naturel limité -infrastructure et équipement des agents défectueux -absence de logistique des agents -absence d'eau et manque d'hygiène dans l'abattoir - Le manque de pâturage ; -L'insuffisance d'infrastructure ; Les ruptures de médicaments ; L'accès difficile au crédit ; 	<ul style="list-style-type: none"> -création de parcours de bétails -création et réfection des parcs de vaccination -dotation d'équipements et des moyens logistiques aux agents -réfection des infrastructures des services -formation des éleveurs -augmentation de la sécurité des bétails -création d'un abattoir moderne

3.2.1.3. Environnement et Changement climatique, Eaux et forêts

Le département de Bambe est confronté à divers défis environnementaux et de gestion des ressources naturelles. Ces défis se posent différemment en milieu urbain et en milieu rural.

En zone urbaine, le département de Bambe est confronté en matière de gestion des déchets ménagers et des inondations en hivernage.

En zone rurale, l'environnement et les ressources naturelles sont fortement dégradés : les sols ont perdu leur fertilité, les ressources végétales sont faibles, les ressources en eau sont salées quasiment dans le territoire départemental et impropres à l'agriculture.

A cela s'ajoute, les effets liés aux changements climatiques qui accentuent la dégradation des ressources naturelles.

Au plan forestier, La végétation présente, en fonction de la pluviométrie, de la nature des sols et de l'action anthropique, une certaine diversité dans sa composition floristique, sa répartition et sa taille. Les séries de sécheresse qui ont sévi dans la

zone, pendant plus de trois décennies, amplifiées par les multiples agressions de l'homme (défrichage, feux de brousse, surpâturage, etc...) ont provoqué une rupture déséquilibres écologiques et éco systémiques dont la résultante est une dégradation du couvert végétal et la disparition de beaucoup d'espèces fauniques plus de trois décennies,

Tableau 23: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'environnement et changement climatique, Eaux et forêts

ENVIRONNEMENT, CHANGEMENT CLIMATIQUE, EAUX ET FORETS		
	<ul style="list-style-type: none"> -désertification très avancée -disparition des certaines espèces -sécheresse -érosion des sols -augmentation des températures -présence élevée de déchets plastiques -présence des usines d'exploitation laiterie et phosphate -pollution atmosphérique 	<ul style="list-style-type: none"> -Reboisement -création de brise vent et digues -application de la loi sur les déchets plastiques -suivi des usines pour le respect de leur cahier de charge -assistance des populations
<ul style="list-style-type: none"> -présence d'un système agroforesterie avec la forte présence des kadd -13 aires communautaires qui couvrent 717,11 ha réparties en forêt régional -forêt communautaire de Polto dans la commune de Ngoye -forêt de Silane - 11 mises en défend qui couvrent 611 ha -autres espèces érigées en régénération naturelle assistée avec l'appui de world vision 	<ul style="list-style-type: none"> -absence de jachère -forte occupation et exploitation des terres -élagage abusive -émondage abusif -taux de couverture forestier très faible -absence totale d'initiative locale ou communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> -atteindre un taux de couverture forestier d'au moins de 10% -création de 12 forêts communautaires d'une superficie de 100 ha chacun -encourager la RNA -développer des espèces forestières pour le fourrage dans les bas-fonds -création des pépinières communautaires -vulgariser l'utilisation des foyers améliorés

3.2.1.4.

ARTISANAT

Dans le département de Bambey, plusieurs sites sont dotés d'un village artisanal. Il s'agit de Ndème, Ndérep, Réfane, Ndongol et Gatt où l'artisanat d'art est plus présent. Cette branche d'activité n'est pas très développée du fait de l'absence d'un véritable secteur touristique organisé, capable de générer une valeur ajoutée.

Par contre l'artisanat de service et l'artisanat de production sont relativement dynamiques et contribuent à l'offre d'emplois au niveau du département. Il s'agit de la menuiserie (métallique ou ébénisterie), la maçonnerie qui forment des embryons de corps de métiers même si ces activités se mènent dans un cadre informel/

Il est important de rappeler aussi que le sous-secteur de l'artisanat constitue un fort levier de régulation et de promotion sociale, par sa contribution à la formation professionnelle des jeunes et à l'offre de premiers emplois

Tableau 24: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Artisanat

• ARTISANAT		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un centre d'artisanat à Ndème ; • Existence d'un village artisanat à Bambey ; • Fabrication de poterie à Keur Saer. 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un centre de formation ; • Problèmes d'écoulement des produits ; • Non fonctionnalité du village artisanat de Bambey ; • Difficultés d'accès au crédit. 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des infrastructures dans le département ; • Faciliter l'accès au crédit ; • Rendre le village artisanal de Bambey fonctionnel

3.2.1.5. COMMERCE

Le commerce, largement dominé par l'informel au niveau de la région de Diourbel, occupe une place importante dans les activités du département. L'activité commerciale est pratiquée par 238 commerçants de détail, 5 boulangeries, 4 pharmacies, 4 stations d'essence, les 2 marchés permanents, les 12 marchés hebdomadaires, 4 supérettes/épiceries, 6 bars/restaurants, 10 distributeurs de ciment (rapport de l'ANSD de l'année 2013 intitulé Situation économique et sociale de la région de Diourbel).

Le commerce joue un rôle prépondérant dans la réduction de la pauvreté au niveau de Bambey. Il constitue ainsi l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois du département.

Tableau 25: synthèse du diagnostic du sous-secteur du Commerce

• COMMERCE

<ul style="list-style-type: none"> • Proximité de la RN3 ; • Existence de marchés hebdomadaires dans toutes les communes ; • Existence de 2 marchés permanents ; • Bonne position géographique ; • Esprit (culture) d'entreprise. 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d'accès au crédit ; • Problèmes de voiries ; • Absence pour la conservation de certains produits ; • Insuffisance de grossistes dans le département ; • Gestion informelle des commerçants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Facilité l'accès au crédit ; • Sensibiliser les commerçants sur les textes pour l'accès au crédit ; • Construire et aménager des routes ; • Implantation de grossistes dans le département.
--	---	--

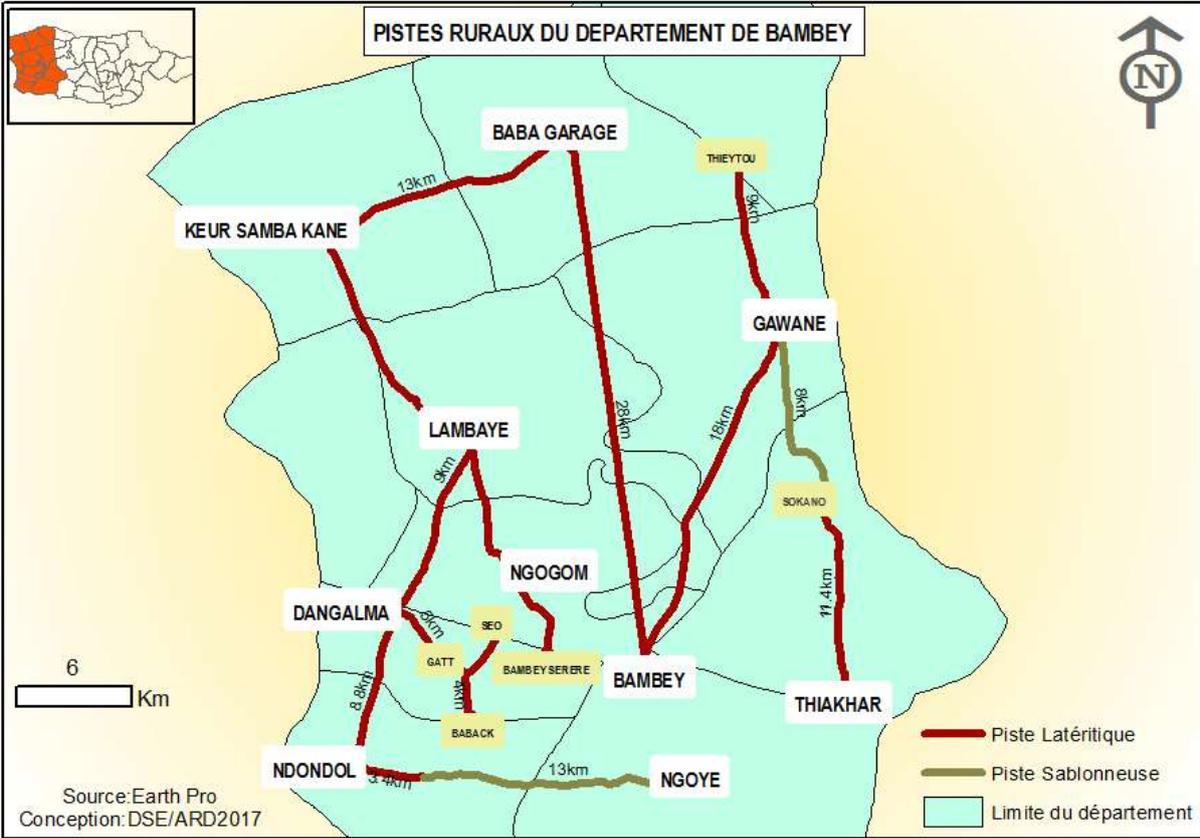
3.2.1.6. TOURISME

Concernant le sous-secteur du Tourisme, le Département de Bambeï ne parvient toujours pas à positionner sur le créneau du Tourisme religieux et culturel. Cela s'explique en partie, par l'insuffisance d'infrastructures hôtelières qui se résument à 02 centres d'accueil : le Centre du CNRA et le centre des handicapés.

3.2.2. SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION

3.2.2.1. Voirie, Transport et Désenclavement

Figure 5 : Voirie intérieure du Département



A l'instar des autres départements de la région, Bambey dispose d'une gare routière fonctionnelle. Les principales voies de communications sont : la route bitumée Fatick-Bambey et la route nationale n°3.

Le Département de Bambey est la plus accessible, de l'extérieur. Sa position, au centre du pays, ses nombreuses voies de sorties et d'entrée dans le territoire régional lui offrent un niveau de désenclavement externe parmi les plus élevés du pays et permet de rallier deux pays frontaliers : La Gambie et la Mauritanie Par contre, le département présente d'importants déficits de mobilité interne, du fait de l'enclavement d'une bonne partie de son territoire. La majeure partie des zones rurales reste encore enclavée, en dépit des améliorations indéniables apportées dans le réseau routier rural

Pour ce qui concerne le transport ferroviaire, la décapitalisation continue n'a épargnée le département de Bambey et a précipité l'arrêt de la ligne Touba Dakar qui ne fonctionne désormais que lors du Grand Magal de Touba.

Dans le sillage du dépérissement du trafic, c'est une dégradation avancée des infrastructures et des équipements à laquelle il a été donné d'assister particulièrement la gare ferroviaire de Bambey et tout l'équipement dont elle était dotée/

Pour l'essentiel, dans le département de Bambey, le transport routier est de type urbain et interurbain. Le type urbain est essentiellement assuré par des « clandos », des charrettes, des calèches et des motos « Jakarta ». Le transport interurbain est assuré par des bus, des cars « Ndiaga Ndiaye », des taxis « 7 places » et des minicars.

Tableau 26: synthèse du diagnostic des voiries, du transport et Désenclavement

VOIRIES, TRANSPORT ET DESENCLAVEMENT		
-sa position géographique -accessibilité -traversé par RN2 -existence de gare routière -existence de voie ferrée -déplacement facile dans le département -autoroute Ila Touba	-transport assuré par les charrettes très élevé -parc automobile vétuste -pistes latérites défectueuses -insuffisance de routes butinées -accident fréquent surtout les deux roues -garage trop petit	-réfection de parc automobile -réfection des pistes latérites -construction de routes butinées -formation et sensibilisation des conducteurs -imposer le port de casque pour les deux roues -réfection du garage

3.2.2.2. TIC et SERVICES

En termes de mobilité des flux immatériels (informations et capitaux), le Département de BAMBEY dispose d'un potentiel en téléphonie mobile important. Le service est assuré par les 03 opérateurs que sont ORANGE, TIGO, et EXPRESSO qui interviennent tous sur le territoire départemental avec des taux de couverture du territoire régional ainsi qu'une qualité d'accès au réseau variables, surtout en zones rurales..

Le réseau téléphonique s'appuie sur une Centrale urbaine à Bambey. Comme partout, ailleurs, sur le territoire national, le développement rapide du GSM a accéléré la désuétude du réseau fixe, qui ne se maintient encore que grâce à internet.

Le paysage financier de la commune fait apparaître une bonne présence des systèmes financiers décentralisés (SFD) dont CMS, PAMECAS ACEP et l'U-IMCEC au niveau du Centre-ville. Cela contraste d'avec les banques classiques qui quasiment absentent du décor.

Par ailleurs, les services existants facilitent les transferts de revenus à travers des produits variés et multiformes. Avec l'essor de la finance mobile, ce dispositif est aujourd'hui renforcé dans l'espace départemental

:

3.2.2.3. ENERGIE

Le Département de Bambey est approvisionné en énergie électrique à partir de la ligne omnibus Thiès-Touba-Thiona. Au niveau régional, et particulièrement dans le département de Bambey, il n'existe pas de centrale électrique propre installé sur le territoire. En outre, la demande est forte même alors que la mise à disposition s'avère très lente. En effet, il est constaté que le département de Bambey est la moins électrifié de la région, avec moins de 5% du courant fourni. Cette sous-électrification est plus accentuée dans le milieu rural même si le Département bénéficie de programme d'électrification grâce au PUDC.

En milieu rural, les ménages et les petits exploitants familiaux continueront de faire face à des difficultés pour l'approvisionnement en eau, la mouture de céréales pour l'alimentation, l'éclairage public, la transformation des productions locales, en raison d'un coût de livraison croissant des services énergétiques.

L'inadéquation entre la demande et l'offre énergétique devrait donc aller en s'amplifiant, sauf si des mesures appropriées de correction du mix énergétique ne sont prises. Mais les énergies alternatives n'ont encore que très timidement commencé à intégrer les foyers avec la promotion du biogaz grâce aux interventions du Programme National de Biogaz.

Tableau 27: synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Energie

<i>ENERGIE</i>		
<i>-présence de l'électricité -la présence du soleil pendant toute l'année -présence de projet sur le bio gaz</i>	<i>-insuffisance de la distribution de l'électricité -non exploitation des ressources solaires -insécurité du réseau électrique causée par un nombre important de poteaux par terre</i>	<i>-étendre le réseau électrique -promouvoir l'utilisation des solaires -réfection le réseau électrique par SenelecSénélec -augmenter la production de bio gage</i>

3.2.2.4. INDUSTRIES ET MINES

Le Département de Bambey est faiblement industrialisé. Toutefois, la petite et moyenne entreprise se développe timidement avec l'existence d'unités de potabilisation d'eau.

Au plan minier, l'exploitation de la mine de Gadd Bissik fait du département de Bambey, un maillon fort de l'échiquier des zones productrices de phosphates. Selon la RAC de 2017, la réserve exploitable du minerai in situ de 1.8 T/m³ est à 3 934 394 tonnes marchandes

Tableau 28 : synthèse du diagnostic du sous-secteur des Industries et Mines

• INDUSTRIES ET MINES		
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une carrière d'exploitation de phosphate ; • Existence de carrière d'exploitation de sable à Keur Samba Kane ; • Création d'emploi de la carrière d'exploitation de phosphate. 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de carrière d'exploitation de sable dans certaines communes ; • Absence d'industries dans le département ; • Impact négatif de la carrière d'exploitation de phosphate sur les riverains et l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'industries dans le département ; • Favoriser l'expertise locale dans l'exploitation des mines.

3.2.3. LA GOUVERNANCE LOCALE

3.2.3.1. Le conseil Départemental

Le conseil Départemental, par ses délibérations concoure à l'administration du Département. C'est la loi 2013-10 du 28 Décembre 2013 portant code général des collectivités locales qui a consacré le département de Bambey en collectivité locale. Il est géré par un organe délibérant et un organe exécutif. Le conseil départemental de Bambey a été installé le 14 Juin 2014 par le Préfet de Bambey avec l'élection du Bureau. L'actuel Président a été installé le 28 Juin 2016. Il est composé de 60 conseillers issus de listes électorales à travers différentes formations politiques. Les femmes ont fait une entrée remarquable en faveur de la loi sur la parité. C'est ainsi que le conseil regroupe 28 femmes et 32 hommes. 63% des conseillers départementaux en sont à leur premier mandat. 14% ont 02 mandats 13% ont 03 mandats, un seul Conseiller a 04 mandats alors que 02 Conseillers ont 05 mandats.

3.2.3.2. Le Personnel du Conseil Départemental

Il composé de

- ☞ Un (01) Président
- ☞ Deux (02) vice-Présidents
- ☞ Un (01) Secrétaire Général
- ☞ Un (01) Chef de Cabinet
- ☞ Sept (07) Agents administratifs
- ☞ 01 Chargé de mission

- ☞ 01 Concierge
- ☞ Trois (03) gardiens
- ☞ 04 femmes de ménages
- ☞ Six (06) Chauffeurs

3.2.3.3. Le Bureau du Conseil départemental est composé des postes ci-après :

- ☞ Un Président ;
- ☞ Deux Vice-Présidents ;
- ☞ Deux Secrétaires élus

Ce bureau est aidé dans l'exercice de ses fonctions par treize (13) commissions techniques :

Tableau 29 : Commissions du Conseil Départemental

COMMISSIONS	REPRESENTANTS
SANTE ET AFFAIRES SOCIALES	MAME SAYE SENE ABLAYE FAYE SEYNABOU DIONE
AGRICULTURE, ELEVAGE, PECHE	YANKHOBBA DIOUF IBRAHIMA FAYE ABDOU NDIAYE
AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES	PAPA SENE
AFFAIRES RELIGIEUSES	ARONA DEME ABDOU KANE MODOU KANE MAKHTAR THIANE
RESSOURCES NATURELLES, ENVIRONNEMENT, HYDRAULIQUE	BABOUCAR NDIAYE MODOU DIOUF MAMADOU NDIAYE
PLANIFICATION	IBRAHIMA KA DJIBRIL THIAW
AMENAGEMENT, DOMAINE, URBANISME,	MODOU FALL
EDUCATION	BIRANE DIACK CECILE COUMBA DIONE
CULTURE ET LOISIRS	ADAMA DIOUF CHEIKH FAYE
COOPERATION DECENTRALISEE	IBRAHIMA FALL SERIGNE MOR FAYE
AUTONOMISATION DES FEMMES	AMINATA DIOP NGONE FAYE
INFRASTRUCTURES ET ACTIONS DE DEVELOPPEMENT	MAMADOU KARIM DIOP

3.2.3.4. Profil des Elus du Conseil Départemental

Répartition selon l'âge

L'analyse de la répartition des élus selon l'âge montre que les jeunes sont sous représentés au sein de l'exécutif local.

En effet, l'âge moyen des élus est de 49 ans. Les moins de 35 ans ne représentent que 13 % des conseillers alors que ceux âgés de 50 ans et plus en occupent 57 %. Dans un tel cas de figure, les préoccupations de la jeunesse risquent de ne pas être prises en compte.

Tableau 30: répartition des Elus selon l'âge

<i>Tranche d'âge</i>	Effectif	Pourcentage (%)
<i>[26 ; 35 [</i>	8	13
<i>[35 ; 50 [</i>	18	30
<i>[50 ; 65 [</i>	29	49
<i>[65 ; 80 [</i>	5	8
Total	60	100

Tableau 31: répartition des Elus selon le niveau d'instruction

NIVEAU	NOMBRE
DOCTORAT	2
MASTER	6
LICENCE	2
BAC	9
SECONDAIRE	3
MOYEN	6
PRIMAIRE	7
ECOLE CORANIQUE	04
ALPHABETISE	1
ANALPHABETE	19

Tableau 32: répartition des Elus selon l'appartenance politique

FORCES POLITIQUES	NOMBRE DE REPRESENTANTS	%
PDS	40	67%
	11	19%

BBY		
MRDP	5	9%
JUBOO	2	3%
MODEL	1	1%
BLOC 3D	1	1%

3.2.3.5. Le patrimoine du Conseil départemental

Tableau 33: niveau d'accès aux commodités

Collectivités	Existence	Date	Coût/facture
Siège conseil départemental	Oui	2016	147 500 f/mois (location)
Electricité	Oui	2016	40 000f/ 2mois
Eau	Oui	2016	10 000f/2mois
Téléphone	Oui	2017	15 000f/mois
Fax	Non		
Connexion internet	Oui	2017	10 000f/mois
Site internet	Non fonctionnel		

Tableau 34: Niveau d'équipement en informatique et en TIC

Equipements en informatiques	PCD et autres personnels	
	PCD	Autres
Nombre d'ordinateurs		
Nombre d'imprimantes		
Nombre de fax		
Scanner		
Autres équipements	photocopieuses	

Tableau 35: niveau d'équipement en matériel roulant

Collectivités locales	Existants		Besoins en matériels roulant
	Nombres	Destinataires	Matériels roulant
véhicules	1	Président et personnel	Voiture
Motos	0		
Camions	0		
Autres	0		

Tableau 36: outils de communication interne

Outils	Oui	Non
Internet	Oui	
Panneau d'affichage	Oui	

Tableau 37: Outils de communication externe

Outils	Oui	Non
Radio communautaire		NON

<i>Note de service</i>	Oui		<i>Radios de la place</i>		NON
<i>Téléphone</i>	Oui		<i>Crieur public</i>		NON
<i>Convocation</i>	Oui		<i>journal</i>		NON
Autres			Panneau d'affichage public		NON

Tableau 38: Outils de concertation avec les populations

Outils	Oui	Non
<i>Animateurs locaux</i>	Oui	
<i>Relais communautaires</i>		
<i>CVD/ CIVD</i>		
Cadres de concertation (globaux et/ou sectoriels)	Oui	

Tableau 39: Outils de présentation

outils	Oui	Non
<i>Logo</i>		Non
<i>Plaquettes</i>		Non
<i>Albums</i>	Oui	
Site internet	Oui NF	

Outils de planification du développement

Tableau 40: Outils de Planification

Outils	Oui	Non	Date d'élaboration	partenaires
PDD		Non	En cours d'élaboration	PNDL/ARD
SDAT		NON		

3.2.3.6. Analyse des capacités de la Collectivité locale

Le budget

Aux termes de l'article 188 jusqu'à 123 du Code des Collectivités Locales, le budget de chaque collectivité prévoit pour une année financière toutes les recettes et toutes les dépenses de la collectivité sans contractions entre les unes et les autres. De plus, il est présenté dans les conditions qui sont déterminées par les décrets relatifs à la comptabilité publique.

Le budget est préparé par l'organe exécutif, voté par le conseil de la collectivité et approuvé par le représentant de l'État dans les conditions prévues par le Code des Collectivités Locales.

Tableau 41: évolution budgétaire entre 2014 et 2017

ANNEES	BUDGET TOTAL DE LA CL	INVESTISSEMENTS EN F CFA			
		MONTANTS	BUDGET PROPRES	ETAT	AUTRES (à identifier)
2014					
2015				60 000 000	
2016				65 000 000	
2017				68 000 000	
TOTAL				198 000 000	

Evolution, profil financier et structure du budget

Le Département n'a pas de recettes fiscales propres. Elle reçoit ainsi la répartition annuelle du fonds de dotation des collectivités locales. Ce sont les transferts provenant de l'État. Concernant le Département de BAMBEY, on remarque, que le budget approuvé au cours des trois dernières années connaît une évolution respectivement de 8% et 4% en 2016 et 2017.

Tableau 42 : situation de la Coopération

DOMAINE DE COOPERA TION	OBJECTIF S DE LA COOPERA TION	SOURCE DE LA COOPERA TION	COLLECTIV ITES PARTENAIR ES	DOCUMEN T FORMALIS ANT LA COPERATI ON	REALISATI ON A TRAVERS LA COOPERA TION
Elevage, hydrauliqu e, économie, formations jeunes	Booster l'économie du départemen t, faciliter l'accès à l'eau	Depuis le Conseil régional Diourbel	France Aquitaine	Protocole d'accord	Constructio n forages, élevage caprins
Facilitation de partenariat dans tous les domaines ✓			AIRF (Francophon ie)	Protocole d'accord	

3.2.3.7. Mesure de Performance du Département

L'exercice de mesure des performances du Département lui affecte une note de 60,5%, ce qui lui confère une performance assez Bonne en matière de Bonne Gouvernance locale. Cependant des efforts sont surtout à faire dans :

- ✓ Le Renforcement des activités d'appui aux acteurs économiques
- ✓ La Promotion le marketing territorial.
- ✓ L'Intégration de la mobilité des personnes vivant avec un handicap sa politique de construction
- ✓ L'Appui des femmes et des jeunes dans leurs AGR
- ✓ Renforcement des capacités des élus sur les procédures d'élaboration de budgets (participatif et inclusif)
- ✓ Encourager et accompagner la mise en place de cadre de concertation à l'échelle départementale
- ✓ Le Développement et diversification du réseau de partenariat par des actions de « marketing territorial »
- ✓ Renforcement des capacités l'équipe départemental en Techniques d'information, communication et plaidoyer.
- ✗ Renforcement des capacités des élus et du personnel, en Technologie de l'information et de la communication
- ✓

Tableau 43: notes de performances

DOMAINE	CRITERES	TOTAL PARTIELLE	POIDS SUR LA NOTATION DE LA PERFORMANCE	OBSERVATIONS
1. Capacité de la Commune à satisfaire Les besoins prioritaires des populations	1.1 Accès aux services sociaux de base	7/11	7%	13/20= 65% pour la commune ce domaine occupe Les plus grandes performances
	1.2 Promotion du développement économique local (DEL)	6/9	6%	
2. Capacité de pilotage institutionnel, technique et financier	2.1 Gestion administrative	7,5/19	7,5%	30,5/57= 53,50% ; les plus faibles performances de la commune sont
	2.2 Gestion Technique	11/16	11%	
	2.3 Gestion fiduciaire	12/22	12%	

de la commune				notés dans ce domaine
3. Participation citoyenne dans la gestion des affaires locales	3.1 Cadre institutionnel de la participation et accès à l'information	11/16	11%	17/23= 73,91% ; pour la commune ce domaine occupe la seconde place
	3.2 Engagement des citoyens	6/8	6%	
TOTAL GENERAL		60,5/100	60,5%	Le score de la commune (60,5) se situe dans le groupe assez bonne performance (60≤60,5≥69)

Source : rapport de mesure de performance

PARTIE 3

PLANIFICATION

PARTIE 4 : PROJECTIONS DE DEVELOPPEMENT

4.1. ENJEUX DE DEVELOPPEMENT

Le bilan diagnostic du département a permis de passer à la loupe l'essentiel des potentialités et contraintes. Leur articulation révèle un certain nombre de problématiques de développement.

En effet, l'offre des services sociaux de base est acceptable : taux d'accès à l'eau potable, taux brut de scolarisation, ratio élèves-enseignants, ratio élèves-table-bancs, le département abrite un Centre de Santé et un personnel technique diversifié et varié et une forte présence d'infrastructures sanitaires au niveau du district du département. Cette dynamique devra être poursuivie le maillage pour une amélioration des services sociaux de base.

Cependant, les secteurs productifs et d'appui à la production souffrent d'énormes problèmes liés d'une part à la pratique rudimentaire des acteurs et d'autre part à leur manque d'encadrement. C'est ainsi que l'agriculture, l'élevage et le Commerce présentent certes d'énormes potentialités mais leur essor peine à se concrétiser. Il s'y ajoute les conséquences du changement climatique, la crise arachidière et le manque d'organisation des acteurs. A ceux-là, viennent s'ajouter des contraintes structurelles et institutionnelles. Il s'agira de surmonter ces problèmes en menant une politique d'intensification des secteurs productifs et de protection de l'environnement.

Le département de Bambey se caractérise, aussi, par sa position carrefour, zone de transit vers les pays limitrophes comme la Gambie, le Mali et la Mauritanie. Le commerce et les services occupent, donc, une place importante dans le secteur économique. Il faudra rendre accessible les zones de production en mettant en place un important programme d'ouverture et de désenclavement du département pour assurer un environnement des affaires attractif mais aussi un écoulement des produits locaux. Il est, en outre, souhaité que le département bénéficie d'infrastructures urbaines modernes.

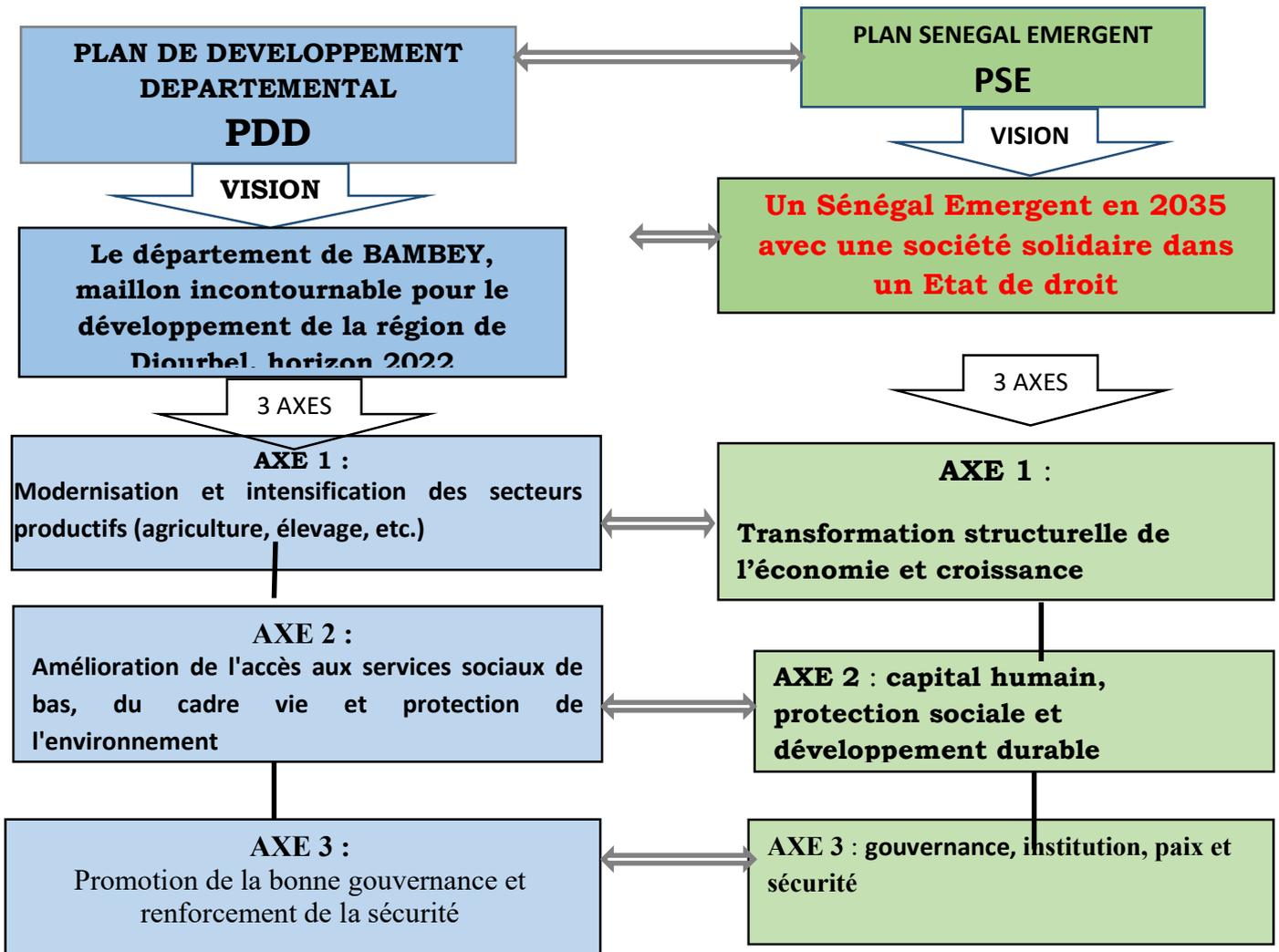
Enfin, un important volet de renforcement des capacités des acteurs locaux et institutionnels est nécessaire pour permettre aux acteurs de jouer un rôle de locomotive dans la gouvernance du pôle territoire Diourbel-Louga qui touchera aussi bien le renforcement des compétences que l'accompagnement organisationnel et institutionnel.

4.1.1. Vision

Le bilan diagnostic réalisé selon un processus participatif a permis d'identifier les atouts et potentialités du département mais aussi de déterminer les contraintes et obstacles au développement. Il a, aussi, permis aux différents acteurs de se retrouver autour d'un certain nombre de consensus sur le futur souhaité du département et les leviers qu'il faut actionner pour asseoir un développement durable.

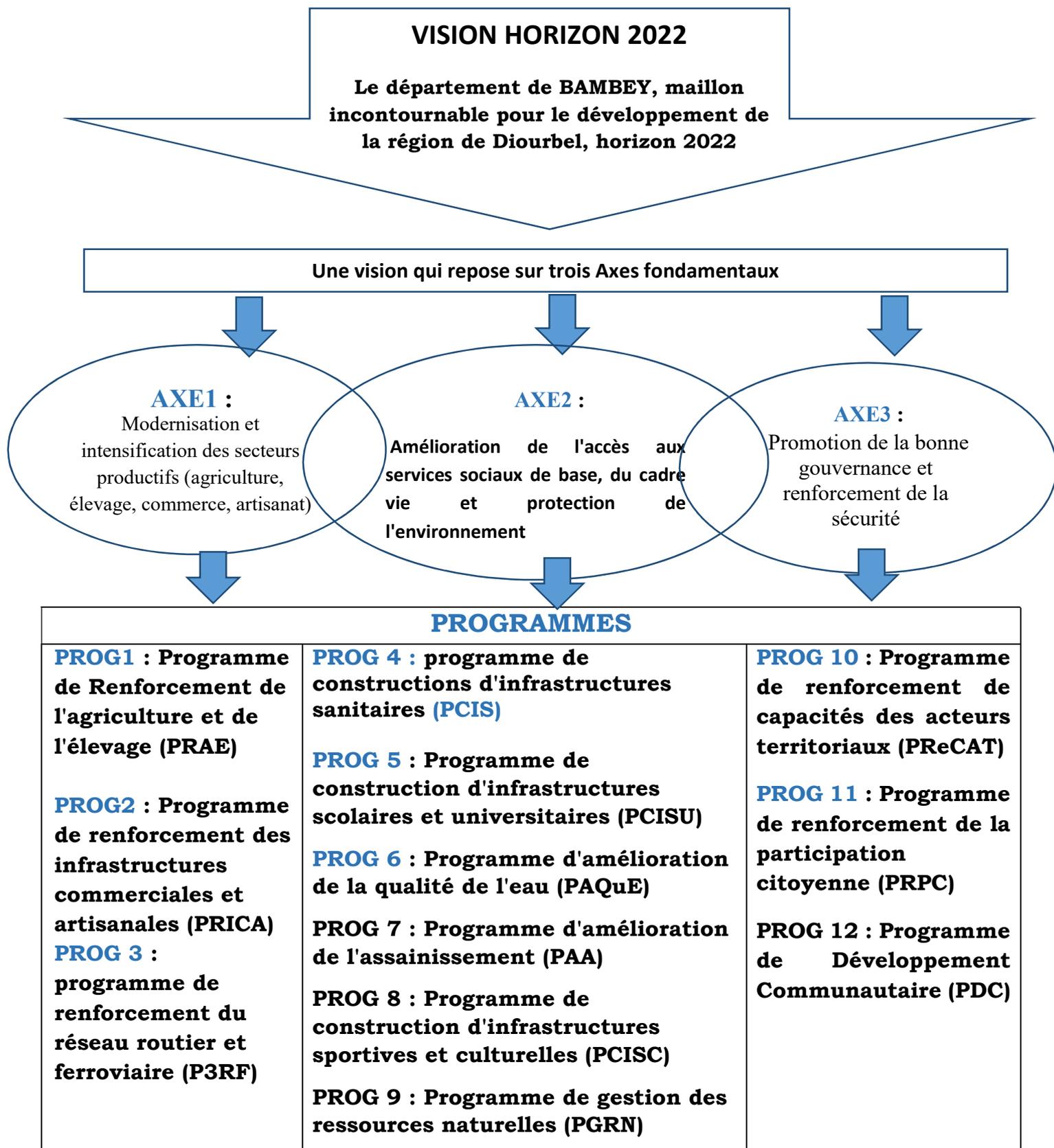
C'est ainsi que la vision partagée par les acteurs est de faire du département «maillon incontournable pour le développement de la région de Diourbel, horizon 2022 ». La réalisation de ce futur souhaité nécessite la mobilisation de tous les acteurs au développement et leur accompagnement et encadrement par un appui rapproché et ciblé.

4.1.2. Vision et axes stratégiques articulés au PSE



4.1.3. Les Programmes de Développement du Département

La mise en œuvre du PDD repose sur sept programmes déclinés suivant les trois axes stratégiques, et qui englobent l'ensemble des secteurs de développement économique et social ainsi que la gouvernance.



4.1.4. BUDGET ET NOMBRE DE PROJET PAR PROGRAMME

PROGRAMME	COÛT (en milliers)	NB DE PROJETS	% COÛT
PRAE	3 223 000	21	40,48%
PRICA	625 000	06	7,85%
P3RF	361 500	28	4,54%
PCIS	836 000	20	10,50%
PCISU	771 920	22	9,69%
PAQuE	670 000	07	8,41%
PAA	605 000	06	7,60%
PCISC	500 000	13	6,28%
PGRN	15 000	10	0,19%
PRéCAT	62 500	05	0,78%
PRPC	62 500	05	0,78%
PDC	230 000	13	2,89%
Total général	7 962 420	156	100

NB : les projets relevant exclusivement de la compétence de l'Etat et nécessitant des fonds élevés n'ont pas fait l'objet d'une estimation de coûts (cf plan détaillé d'investissement annexe).

4.2. Stratégie de mise en œuvre

L'approche de mise en œuvre des douze programmes du PDD repose d'abord sur la mise en place d'une organisation regroupant tous les acteurs du département. A cet effet, la Commission Elargie de Planification (CEP) installée par arrêté du Président dans le cadre des travaux d'élaboration du PDD sera transformée en un Comité de Pilotage (CP) du PDD. Ce dernier aura pour mission de :

- désigner un responsable de pilotage pour chaque programme ;
- définir les stratégies de communication et de promotion du plan ;
- suivre l'exécution des projets ;
- planifier les activités des projets ;

Les représentants des services techniques affectés dans le département de Bambeby intégreront le comité. Le Président assurera le rôle de coordonnateur du CP.

Pour ce qui est du financement des projets, le département organisera un forum des partenaires pour faire la promotion du plan et trouver des engagements de financements. Les projets n'ayant pas bénéficié de financements dans le cadre du forum seront soumis aux appels à projets. Le Département à travers ses commissions techniques sera à l'affût de toutes opportunités de partenariat pour la mise en œuvre du plan.

4.3. Stratégie de suivi évaluation

La stratégie de suivi évaluation du plan s'appuiera sur le travail du CP. Cette commission dans le cadre de sa mission aura en charge la collecte et l'exploitation de données issues de l'exécution du plan. Des rapports d'activités seront produits par chaque responsable de programme de façon périodique et soumis à validation au CP.

Le processus de suivi est résumé dans le tableau suivant

Activités	Outils	Echéance	Livrables
Suivi des projets en cours	Matrice des projets en cours	Trimestriel	Rapport précisant le niveau d'évolution des projets en cours
Suivi de la matrice de la situation de référence	Situation de référence par secteur	Semestriel	Rapport précisant le niveau d'évolution de la réduction des gaps
Evaluation du plan d'investissement	Matrice du PIL	Annuelle	Rapport d'évaluation précisant le niveau d'atteinte des résultats

ANNEXE : TABLEAU DETAILLE DU PLAN D'INVESTISSEMENT LOCAL BUDGETISE

PROJETS	PRODUITS ATTENDUS	SECTEURS	LOCALISATION	Coût total (en milliers FCFA)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	SOURCE DE FINANCEMENT
Axe 1 : DEVELOPPEMENT STRUCTUREL PAR LA PROMOTION DES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE (AGRICULTURE, ELEVAGE)										
1. Programme de Renforcement de l'agriculture et de l'élevage (PRAE)										
Régularisation et renouvellement du capital semencier	Semences de qualités en quantité suffisantes pour toutes les spéculations	Agriculture	Département	250 000	50000	50000	50000	50000	50000	Etat/MAER, CL, PTF
Mise à disposition des engrais	Les engrais parviennent à temps pour une grande efficacité dans le traitement	Agriculture	Département	150 000	30000	30000	30000	30000	30000	Etat/MAER, CL, PTF
Mise à disposition de produits phytosanitaires	Les produits phytosanitaires sont mis à disposition	agriculture	Département	100 000	20000	20000	20000	20000	20000	Etat/MAER, CL, PTF
Acquisition de matériels agricoles	Mise à Disposition en quantités suffisantes Diminution du prix des matériels agricoles : semoirs, houes, tracteurs, etc.	Agriculture	Département	200 000	40000	40000	40000	40000	40000	Etat/MAER, CL, PTF
Facilitation de l'accès aux crédits	Les modalités d'accès sont plus souples notamment la mise en place de fonds de garantie	Agriculture	Département	50 000						Etat/MAER, CL, PTF
Construction de 10 forages agricoles	Des périmètres existants sont équipés en forage	Agriculture	Département	700 000	140 000	140 000	140 000	140 000	140 000	Etat/MAER, CL, PTF
Aménagement de 12 périmètres maraichers	Des zones propices au maraichage sont identifiées et dotées d'un périmètre	Agriculture	Département	200 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	Etat/MAER, CL, PTF

Mise en place de 12 unités de transformation des produits agro-alimentaires	Des UTPAA sont implantés	Agriculture	Département	200 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	Etat/MAER, CL, PTF
Revitalisation de la vallée du CAR CAR	Des aménagements hydro-agricoles sont réalisés	Agriculture	Baba Garage, Keur Samba KANE	-						Etat/MAER, CL, PTF
Aménagement de bassins de rétention	Des sites potentiels sont réaménagés pour abriter des bassins de rétention	Agriculture	Bambey, Silane, Pola, Mbayard, Mbélo, , Polto, Ngaga,	700 000	100000	100000	200000	100000	200000	Etat/MAER, CL, PTF
Aménagement de parcours de bétail		Elevage	Département	-						Chaque Commune
Aménagement de zones de pâturage	Des zones de pâturage dédiées sont identifiées	élevage	Département	-						Chaque Commune
Réhabilitation de 15 parcs de vaccination	Les parcs de vaccination sont réhabilités	Elevage	Département	30 000	6000	6000	6000	6000	6000	Etat/MEPA, CL, PTF
Aménagement de nouveaux parcs de vaccination	De nouveaux parcs sont construits	Elevage	Keur Coly(Ngogom), Ngogom centre,	6 000				3000	3000	Etat/MEPA, CL, PTF
Construction d'un abattoir moderne	Un abattoir aux normes standards est construit	Elevage	Bambey	500 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	Etat/MEPA, CL, PTF
Amélioration de la fonctionnalité du foirail	Electrification, AEP, sécurité, etc.	Elevage	Bambey	2 000						Etat/MEPA, CL, PTF
Mise en place d'une unité de fabrique d'aliments de bétail	Une unité de fabrique d'aliment de bétail mises en place	Elevage	Bambey	15 000			15 000			Etat/MEPA, CL, PTF
Création de 12 fermes laitières et d'embouche		Elevage	Département	120 000	24 000	24 000	24 000	24 000	24 000	Etat/MEPA, CL, PTF
intensification de la production races améliorées	Insémination bovine, ovine, caprine, volaille	Elevage	Département	PM						Etat/MEPA, CL, PTF
TOTAL PROG 1				3 223 000	460000	460000	575000	463000	563000	
PROG2 : Programme de renforcement des infrastructures commerciales et artisanales (PRICA)										
Implantation de 03 nouveaux grossistes	Des opérateurs privés sont accompagnés pour faciliter leur implantation dans le	Commerce	Bambey sérère, Dangalma, Bambey	-						Etat, CL, PTF

	territoire départemental										
Modernisation du marché de Bambey	Des réaménagements sont faits pour hisser le marché aux normes standards	Commerce	Bambey	500 000	40000	40000	40000	40000	40000	Etat, CL, PTF	
Modernisation Amélioration du cadre de vie des 11 marchés hebdomadaires	Les sites des marchés hebdomadaires sont dotés de blocs d'hygiène, cantines mobiles	Commerce	Département	<u>20 000</u>	4000	4000	4000	4000	4000	Etat, CL, PTF	
Implantation de magasins de stockages	Bambey est devenu un port sec										
Aménagement d'infrastructures artisanales	Le village artisanal de Bambey ainsi que 02 Sites potentiels sont réhabilités	Artisanat	<u>Bambey</u> , Keur Saer, Ndeme	50000	20000		15000		15 000	Etat/APDA, CL, PTF	
Rééquipement du village artisanal	Des équipements artisanaux sont acquis et mis à disposition du village artisanal	Artisanat	Bambey,	50 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	Etat/APDA, CL, PTF	
Mise en place de centres artisanaux de transit et de perfectionnement											
Accompagnement à la formalisation des artisans	Mise en place de cadre fédératif	artisanat	Département	5 000	1000	1000	1000	1000	1000	Etat/APDA, CL, PTF	
TOTAL PROG 2				625 000	75000	55000	70000	55000	70000		
PROG 3 : programme d'appui à la production											
Bitumage de la piste latéritique Bambey-Baba Garage (28km)	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	Bambey, Ngogom, Gawane, Baba Garage	-						Etat/AGEROUTE, CL, PTF	
Bitumage de la piste latéritique Bambey-Gawane-Thieytou-Dinguiraye	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	Bambey-Gawane-Thieytou-Dinguiraye							Etat/AGEROUTE, CL, PTF	

Bitumage de la piste lateritique Bambey serere- Ngogom-Lambaye-Keur Samba KANE	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	Bambey serere- Ngogom- Lambaye-Keur Samba KANE								Etat/AGERROUTE, CL, PTF
Bitumage de la piste latéritique Dangalma-Lambaye (9km)	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	Dangalma- Lambaye								Etat/AGERROUTE, CL, PTF
<ul style="list-style-type: none"> • Bitumage de la piste lateritique Keur Dame- Thiakhar-Socano (11,4km) • Piste sablonneuse Socano- Gawane (7km) 	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	<ul style="list-style-type: none"> • Keur Dame- Thiakhar- Socano • Socano- Gawane 								Etat/AGERROUTE, CL, PTF
Bitumage de la piste lateritique Baba Garage-Keur Samba KANE (?)	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	Baba Garage- Keur Samba KANE								Etat/AGERROUTE, CL, PTF
Bitumage de la piste lateritique Baba Garage-Dinguiraye (7km)	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	Baba Garage- Dinguiraye								Etat/AGERROUTE, CL, PTF
Bitumage de la piste lateritique NDangalma-Ndondol (10km)	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	NDangalma- Ndondol								Etat/AGERROUTE, CL, PTF
Bitumage du réseau routier interne de la Commune de Bambey (25km)	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au	Voirie	Bambey								Etat/AGERROUTE, CL, PTF

	désenclavement du département										
Bitumage de la piste lateritique Gawane-Lambaye-Ndiagne (10km)	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	Gawane-Lambaye-Ndiagne								Etat/AGEROUTE, CL, PTF
Bitumage de la piste latéritique Seo-Gâte-Baback (6km)	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	Seo-Gâte-Baback								Etat/AGEROUTE, CL, PTF
Bitumage de la piste sablonneuse Ngoye-Ndondol (9km)	Aménagement d'infrastructures structurantes pour contribuer au désenclavement du département	Voirie	Ngoye-Ndondol								Etat/AGEROUTE, CL, PTF
Modernisation du parc automobile pour le transport	Acquisition de 10 minibus	Transport	Bambey	189 000	-	-	189 000	-	-	-	ETAT, CL, SP, PTF
Formation et sensibilisation des conducteurs	Les conducteurs sont formés et sensibilisés sur le port de casque	Transport	Département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	CL
Développement d'un système de transport pour les élèves et étudiants	Acquisition de 04 minibus pour le transport des élèves	Transport	Bambey	200 000			50 000			50 000	
Réhabilitation de la gare routière	Des aménagements sont réalisés pour une meilleure cadre de vie du garage	transport	Bambey	50000					50000		
Réhabilitation du réseau ferroviaire et des gares	Le système de transport ferroviaire est réhabilité	Transport	Bambey								Etat, CL, PTF
Promotion de l'ouverture de structures bancaires	Des sous-agences bancaires sont installées dans le département	TIC et Service	Bambey								CL, PRIVE

Développement de fonctions de services autour de l'Université	Les services commerciaux comme le multi service, la restauration sont implantés autour de l'emprise universitaire	TIC et Services	Bambey							CL, PRIVE
Entretien et extension du réseau électrique	Les zones dépourvus d'électricité sont identifiées et raccordées au réseau	Energie	Département							CL, SENELEC, ASER
Eclairage public	Les ampoules des lampadaires défectueuses sont renouvelées	Energie	Département							CL
Promotion des énergies renouvelables	Il s'agit de faire la promotion des énergies solaires, du bio gaz et l'utilisation de foyers améliorés	Energie	Département							ETAT, CL
Promotion du biogaz	Des projets de développement des activités sur le biogaz sont initiés	Energie	Département							CL, PRIVE
Implantation d'unités industrielles	Des unités de fabrique sont implantées au sein département	Industrie	Département							CL, PRIVE
Promotion de l'expertise locale dans l'exploitation des mines	Plaidoyer pour l'enrôlement de la main d'œuvre locale dans la formation et le recrutement	industrie	Département							CL, PRIVE
Mise en place d'un point de regroupement normalisé (PRN)	Il s'agit d'aménager un espace qui sera le réceptacle des déchets solides	Industrie (à reverser dans le sous domaine de l'environnement)	Bambey	17 500					17 500	ETAT/MEDD,CL, PRIVE
Mise en place d'une zone de collecte de ferraille	Aménagement d'un site	industrie	Bambey							CL, PRIVE
				361 500	1000	1000	240 000	51000	68500	

AXE 2

Amélioration de l'accès aux services sociaux de base, du cadre vie et protection de l'environnement

PROG 3 : programme de développement social et sanitaires (PDSS)

Erection de 03 cases de santé en poste de santé	Le niveau du plateau technique est plus relevé	Santé et Action sociale	Bambey, Ndiakalack, RéoMao	150 000	50 000	50 000	50 000			ETAT, CL, PTF
Réhabilitation du Centre de Santé de référence	Le cadre de vie est amélioré	Santé et Action sociale	Bambey	50 000				50000		ETAT, CL, PTF
Erection 2 postes de Santé en Centre de Santé secondaire	Le niveau du plateau technique est plus relevé	Santé et Action sociale	Ngoye et Baba Garage	200 000				100000	100000	ETAT, CL, PTF
Relèvement du plateau technique des structures sanitaires	Des dotations en matériels d'exploitation sont octroyées	Santé et Action sociale	Département	100000	20000	20000	20000	20000	20000	ETAT, CL, PTF
Recrutement de 08 sages-femmes	Demande en personnel satisfaite	Santé et Action sociale	Département							ETAT, CL, PTF
Recrutement d'un spécialiste en odontologie	Un spécialiste en odontologie est recruté	Santé et Action sociale	Bambey	-	-	-	-		==	ETAT, CL, PTF
Construction d'un bloc opératoire	Un bloc opératoire est construit	Santé et Action sociale	Bambey	-	-	-	-		-	ETAT, CL, PTF
Acquisition d'un incinérateur des déchets biomédicaux	Un incinérateur est acquis	Santé et Action sociale	Bambey	20 000						ETAT, CL, PTF
Acquisition de 13 ambulances	13 ambulances sont acquises	Santé et Action sociale	Département	195 000	30 000	30 000	30 000	30 000	45 000	ETAT, CL, PTF
Augmentation des ressources financières allouées à la CMU et au secours aux filets sociaux	Diligence de la participation des CL	Santé et Action sociale	Département							CL
Organisation de session de renforcement des capacités	Les capacités du personnel communautaire de santé sont suffisamment renforcées	Santé et Action sociale	Département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	CL
Recrutement de personnel qualifié	Plaidoyer pour le recrutement de travailleurs sociaux et	Santé et Action sociale	Département							CL

	d'un personnel de Santé Communautaire									
construction et équipement d'un CPRS	Identification du site, aménagement, construction, équipement, accompagnement à la gestion	Santé et Action sociale	Bambey	50 000	20 000	20 000	20 000			CL
Dotation en moyens logistiques des services de l'action sociale	Le niveau d'équipement du Service est relevé	Santé et Action sociale	Bambey	1 000	1000					CL
Accompagnement des personnes vulnérables dans le financement de projets économiques										
Bitumage du tronçon séparant la RN3 et le CNRSPPHB (90m) à reverser dans la voirie	Le tronçon RN3-CNRSPPHB est bitumé	Santé et Action sociale	Bambey	50 000	50 000					ETAT/AGEROUTE, CL
Réhabilitation du service de l'action sociale	Le service est réhabilité	Santé et Action sociale	Bambey	5000	-					ETAT, CL
Renforcement de la sécurité pour le CNRSPPHB	Recrutement de gardiens	Santé et Action sociale	Bambey	5000	1000	1000	1000	1000	1000	CL
Appui pour l'enrôlement des bénéficiaires de la CEC et des cartes Yaakar dans les mutuelles de santé	Recensement, identification	Santé et Action sociale	Bambey							ETAT/SDAS, CL
Parachèvement du cadre institutionnel du CNRSPPHB	Plaidoyer, lobbying	Santé et Action sociale	Bambey							ETAT
TOTAL PROG				836 000	174 000	123 000	123 000	203 000	168 000	
PROG 4 : Programme de construction d'infrastructures scolaires et universitaires (PCISU)										
Recrutement de personnel enseignant pour les CDIPE	Plaidoyer	Préscolaire	Département							ETAT/MEN, CL
Doter les CDIPE d'outils informatiques	Les CDIPE du Département sont outillés en matériels informatiques	Préscolaire	Département	10 000	2000	2000	2000	2000	2000	CL

Doter les CDIPE d'équipements pour le loisir (kit jeux, etc)	Les CDIPE du Département sont outillés en matériels de loisirs	Préscolaire	Département	10 000	2000	2000	2000	2000	2000	CL
Recrutement de personnel enseignant	Plaidoyer	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département							ETAT/MEN
Construction de 30 salles de classes	De nouvelles salles de classes sont construites	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département	240 000	48 000	48 000	48 000	48 000	48 000	ETAT/MEN, CL
Remplacement des abris provisoires	Le seul abris provisoire du Lycée de Bambey est remplacé par une salle de classe	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département	8000	8000					ETAT/CL
Construction de 02 nouveaux CEM	Deux nouveaux CEM sont construits	Moyen	Département	120 000	=	=	60 000		60 000	
Construction de 02 nouveaux lycées	Deux nouveaux CEM sont construits	Secondaire	Département	120 000			60 000		60 000	
Extension du réseau AEP dans toutes les écoles	Toutes les écoles sont branchées au réseau AEP	Education	Département							CL
Construction de blocs d'hygiène	Toutes les écoles sont dotées de blocs-d'hygiène	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département							CL
Réparation de 928 tables bancs	Les tables-bancs défectueuses sont réparées	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département	13 920	13 920					CL
Acquisition de nouvelles table-bancs	De nouvelles tables-bancs sont acquises	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département							CL
Recrutement de <u>19</u> gardiens	Des gardiens sont recrutés	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département		12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	CL
Redynamisation des cantines scolaires	Des partenaires sont recherchées et trouvées pour le financement de cantines	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département							CL

Sensibilisation pour l'inscription à l'état civil	Des campagnes de sensibilisation sont déroulées	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	CL
Sensibilisation pour le maintien des enfants à l'école	Des campagnes de sensibilisation sont déroulées	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	CL
Renforcement de la mise en place des daaras modernes	03 daaras modernes sont construites	Enseignement religieux	Département	240 000	80 000	=	80 000		80 000	CL
Introduction des métiers dans le cursus des daaras (Unité mobile de formation)	Mise en place d'unités de métiers dans les daaras	Enseignement religieux	Département							ETAT/MAAFP/APDA
Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation		Alphabétisation	Département							IEF, CL
		Enseignement technique et formation professionnelle	CFP							ETAT/CL
Construction de pavillons	De nouveaux pavillons pour l'hébergement des étudiants sont construits	Enseignement Supérieur	UADB, ISFAR							ETAT/MESRI
Appui aux étudiants originaires du département	Logement, subvention	Enseignement Supérieur								
TOTAL PROG 5				771 920	167920	66000	266000	66000	266000	
PROG 6 : Programme d'amélioration de la qualité de l'eau (PAQuE)										
Extension du réseau d'AEP	Tous les quartiers et villages du Département sont branchés au réseau AEP	Hydraulique	Département	=	=	=	=	=	=	
Construction de 04 nouveaux forages	04 nouveaux forages sont construits	Hydraulique	PM	320 000		80 000	80 000	80 000	80 000	ETAT, CL, PTF
Réhabilitation de forages en panne	Les forages non fonctionnels sont réhabilités	Hydraulique	PM	50 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	ETAT, CL, PTF
Implantation de 11 unités de potabilisation	Des unités de potabilisation sont	Hydraulique	Département	200 000	50000	40000	40000	40000	40000	ETAT, CL, PTF

	implantées dans toutes les Communes excepté Thiakhar									
Implantation d'un forage dans l'enceinte de l'Université	Un forage est foncé et muni d'un château d'eau et d'une unité de potabilisation	Hydraulique	Bambey	80 000	80 000					ETAT, CL, PTF
Construction d'infrastructures d'abreuvement du bétail	Des abreuvoirs sont construits	Elevage	Toutes les Communes	20 000	4000	4000	4000	4000	4000	ETAT, CL, PTF
Favoriser le système de transfert d'eau	Identification de sites d'eau douce	Hydraulique	Département							ETAT, CL, PTF
TOTAL PROG 06				670 000	144000	134 000	134 000	134 000	134 000	
PROG 7 : Programme d'amélioration de l'assainissement (PAA)										
Mise en place d'une station d'épuration des eaux usées	Une station d'épuration des eaux est construite	Assainissement	Bambey							ETA/ONAS, CL
Renforcement du personnel du Service l'Assainissement		Assainissement	Département							
Elaboration et mise en œuvre d'un plan directeur d'assainissement	Un PDA est élaboré et sa mise en œuvre est effectif	Assainissement	Département	500 000	100000	100000	100000	100000	100000	ETAT/ONAS, PTF
Curage périodique et extension du réseau d'évacuation des eaux pluviales	L'entretien du réseau d'évacuation des eaux pluviales	Assainissement	Bambey							ETAT/ONAS, PTF
Sensibilisation de la population sur l'importance de l'assainissement	Des campagnes de sensibilisation sont réalisées	Assainissement	Département	5 000	1000	1000	1000	1000	1000	ETAT, CL
Mise en œuvre d'un projet d'implantation de latrines familiales dans les zones rurales, lieux publics et daaras	Des latrines sont construites	Assainissement	Département	100000	20000	20000	20000	20000	20000	ETAT ; CL,PTF
TOTAL PROG 7				605 000	121000	121000	121000	121000	121000	
PROG 8 : Programme de construction d'infrastructures sportives et culturelles (PCISC)										
Aménagement de terrains vague	Des terrains vagues destinés à l'entraînement des équipes des villages et quartiers sont	Sport	Département							CL, PTF

	aménagés sont délibérés et sécurisés									
Construction de stades municipaux	Construction de 03 stades municipaux	Sport	Département (01stade par arrondissement)	300000			100000	100000	100000	CL, PTF
Achèvement des travaux du terrain handisport	Un terrain handisport est construit	sport	Bambey	10000		10000				CL, PTF
Construction de salles de gymnastique	03 salles de gymnastiques	Sport	Bambey	30000	10000		10000		10000	CL, PTF
Mise en œuvre d'un programme de valorisation des sites historiques	Identification, recensement et promotion	Culture	Département	10 000	2000	2000	2000	2000	2000	CL, PTF
Appui aux acteurs culturels	Formalisation, prise en charge sanitaire, enrôlement dans les mutuelles, appui à la création et à la production									CL, PTF
Réhabilitation et équipement du Service départemental de la Jeunesse	Le plateau technique du Service est relevé	Jeunesse	Bambey	10000	10000					CL, PTF
Construction d'un centre ADO	Un centre ADO est construit	Jeunesse	Bambey	20 000			20000			CL, PTF
Construction de foyers de jeunes	05foyers de jeunes construits	Jeunesse	Département	100000	20000	20000	20000	20000	20000	CL, PTF
Octroi de bourses d'études aux élèves démunis et aux jeunes déscolarisés (à reverser dans l'Education)	Des bourses d'études sont octroyés aux démunis	Jeunesse	Département	10000	2000	2000	2000	2000	2000	CL, PTF
Organisation de sensibilisation sur le sida et les IST		Jeunesse	Département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	CL, PTF
Renforcement des capacités des structures de jeunes	Les structures de jeunes à savoir les associations, les Conseils communaux et départemental sont renforcées en Leadership, Développent personnel, etc.	Jeunesse	Département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	CL, PTF

Renforcement de l'appui Diligence de la dotation aux structures de jeunes (FDD)	Les dotations sont octroyées à temps	Jeunesse	Département							CL, PTF	
TOTAL PROG 8				500000	46000	36000	156000	126000	136000		
PROG 9 : Programme de gestion des ressources naturelles (PGRN)											
Extension du taux de couverture forestier	Le taux de couverture forestier augmente	foresterie	Département								ETAT/SDEF, CL, PTF
Sensibilisation sur l'importance de la RNA	Les populations sont sensibilisées sur l'importance de la RNA	foresterie	Département	5000	1000	1000	1000	1000	1000		ETAT/SDEF, CL, PTF
Développement de la culture fourragère (à reverser dans l'Elevage)	Les éleveurs sont accompagnés dans la culture fourragère	foresterie	Département								ETAT/SDEF, CL, PTF
Création de pépinières communautaires	Des pépinières villages sont aménagées	foresterie	Département								ETAT/SDEF, CL, PTF
Vulgarisation sur l'utilisation des foyers améliorés	Campagne de sensibilisation	foresterie	Département								ETAT/SDEF, CL, PTF
Organisation de campagne de reboisement	Campagne de reboisement	Foresterie	Département	5000	1000	1000	1000	1000	1000		ETAT/SDEF, CL, PTF
Implantation de brise vent et digues		foresterie	Département								ETAT/SDEF, CL, PTF
Reboisement sur le tronçon Réfane-Thiakhar (33 km) de l'autoroute ILA TOUBA											
Application de la loi sur l'interdiction des déchets plastiques	Plaidoyer	environnement									ETAT/DREEC, CL, PTF
Suivi régulier des industriels pour le respect des cahiers de charge	Suivi périodique	environnement	Département								ETAT/DREEC, CL, PTF
TOTAL PROG 9				15000	3000	3000	3000	3000	3000		
AXE 3 :											
Promotion de la bonne gouvernance et renforcement de la sécurité											
PROG 10 : Programme de renforcement de capacités des acteurs (PReCAT)											
Renforcement des équipements du Conseil départemental	Les équipements du CD sont renforcés	Gouvernance	département	10 000	10000						CL

Renforcement des capacités du personnel administratif et technique	Formation, mise à niveau	Gouvernance	département	2500	500	500	500	500	500	CL
Renforcement des capacités des conseillers départementaux	Formation, mise à niveau	Gouvernance	département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	CL
Mise en place de cadres de concertation	Un Cadre de concertation départementale est mis en place	Gouvernance	département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	CL
Promotion de la pratique du budget participatif			département	40000			40000			CL, PTF/ENDA ECOPOP
TOTAL PROG 10				62 500	12500	2500	42500	2500	2500	

Prog 11

Programme de Développement Communautaire et de promotion du genre

Renforcement des capacités des acteurs territoriaux	Formation, mise à niveau	Gouvernance	département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	ETAT/ARD, CL
Renforcement du dispositif d'allègement des travaux des femmes	Acquisition de matériels post-récoltes	Développement Communautaire	département	50000	10000	10000	10000	10000	10000	ETAT/PUDC, CL
Mise en œuvre de fonds d'appui au financement des femmes	Voir Fonds de garantie	Développement Communautaire	département							
Renforcement des capacités des acteurs porteurs de dynamiques communautaires (APDC)	Formation, mise à niveau	Développement Communautaire	département	5000	1000	1000	1000	1000	1000	CL
Réhabiliter les 03 cases foyers des femmes non fonctionnelles	03 cases foyers des femmes sont fonctionnelles	Développement Communautaire	BBG, NGOYE, Lambaye	30000	10000		10000		10000	ETAT/MFPEG, CL
Construire 07 nouvelles cases foyer	07 nouvelles cases foyer	Développement Communautaire	Département	140 000	40000	40000	40000	20000	-	ETAT/MFPEG, CL
Organiser le portage des initiatives de genre	Plaidoyer	Genre	département							ETAT/MFPEG, CL
Capaciter le Conseil départemental à porter le plaidoyer des femmes	Formation	Genre	département							ETAT/MFPEG, CL
Mise en place de points focaux genre au niveau de chaque CL		Genre	département							ETAT/MFPEG, CL
Prise en compte de la dimension genre dans les constructions	Sensibilisation des services de l'Urbanisme	Genre	département							ETAT/MFPEG, CL

Suivi des engagements du projet de migration "JAPPANDO" par la désignation effective de points focaux migrants	12 points focaux migration sont désignés au sein de chaque Commune	Migration	département							
Sensibilisation des potentiels migrants	Projection de film, tournée de sensibilisation	Migration	département							ETAT/DGSE, ARD, CL
Organisation d'un forum des partenaires				2 000						
PROG 11				230000	62000	52000	62000	32000	22000	